



République Tunisienne
Ministère de l'Équipement,
de l'Aménagement du Territoire
et du Développement Durable
Développement Durable



Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie
(DGEQV/ DEMN)

**Elaboration d'un plan de
communication
sur la biosécurité : cas des OGMs**

**Livrable 1
Synthèse de la documentation**



SOMMAIRE

1-INTRODUCTION GENERALE.....	3
1-1 <i>Communication en Biotechnologie Agricole: cas des OGMs.....</i>	3
1-2 <i>Objectif : Diagnostic de la documentation existante.....</i>	4
1-3 <i>Analyse de la documentation.....</i>	5
2- SYNTHESE DE LA DOCUMENTATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE.....	5
2-1 <i>Protocole de Cartagena : Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) de la CBD.....</i>	5
2-2 <i>Enquête internationale sur les OGM : Environs International (2000).....</i>	7
2-3 <i>Enquête Européenne sur les OGM : Eurobaromètre 73.1</i>	14
2-4 <i>Enquête sur les OGM en Asie : exemple de la Chine</i>	18
2-5 <i>Enquête sur les OGM : cas des Etats Unis.....</i>	19
2-6 <i>Résultats de l'enquête sur les OGM en Afrique.....</i>	22
3- SYNTHESE DE LA DOCUMENTATION A L'ECHELLE NATIONALE	27
3-1 <i>Etudes de l'impact des Biotechnologies sur les échanges commerciaux.....</i>	28
3-2 <i>Guide technique sur la détection et la quantification des OGM.....</i>	28
3-3 <i>Guide Introductif aux Biotechnologies et à la Biosécurité (cas des OGM).....</i>	28
3-4 <i>Guide technique à l'analyse des risques biologiques liés à l'utilisation d'organismes naturels et génétiquement modifiés (OGM's)</i>	28
3-5 <i>Livret et CD-ROM sur les OGM.....</i>	28
3-6 <i>Etude exploratoire sur la présence des OGM dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale en Tunisie (ANCSEP).....</i>	28
3-7 <i>Etudes réalisées à l'échelle Universitaire (Projet de Fin d'étude, Mastère, Thèse).....</i>	29
3-8 <i>Publications scientifiques et projets, rapport scientifique réalisés en Tunisie</i>	30
3-9 <i>Etude réalisée par l'ODC et l'Institut de Nutrition (BEP) (http://www.panapress.com)</i>	32
3-10 <i>Enquêtes et études réalisés par les associations scientifiques et celles impliquées dans le domaine de la Biotechnologie et de la Biosécurité.....</i>	32
3-11 <i>Medias tunisiens (presse écrite et électronique).....</i>	34

3-12 Stratégie et plan d'action national sur la Biosécurité en Tunisie.....	36
4- CONCLUSION GENERALE.....	40
5- ANNEXES.....	42
Annexe 1 : Enquête détaillée sur les OGMs en Europe.....	43
Annexe2 : Exemples de supports bibliographiques.....	63

1- INTRODUCTION GENERALE

1-1 Communication en Biotechnologie Agricole: cas des OGMs

Plusieurs organisations internationales sont concernées par la question des OGMs et des produits issus de la biotechnologie d'une façon générale. En effet, dans un rapport de la FAO, il a été évoqué que dans les régions du monde qui présentent une résistance relativement élevée contre les aliments génétiquement modifiés, les études relatives à la perception publique de ces derniers montrent que le manque d'informations n'en est pas la principale raison (**Birner and Alcaraz 2004**). Le public n'est pas pour ou contre les OGMs en soi, les gens débattent de la question en avançant des arguments pour et contre les OGMs tout en étant conscients des contradictions que présentent ces arguments. De plus, les gens ne demandent pas un risque zéro. Ils sont tout à fait conscients du fait que leurs vies sont remplies de risques qu'il faut peser les uns par rapport aux autres et par rapport aux avantages potentiels qu'une décision peut entraîner. Ils sont également tout à fait capables de distinguer dans l'idée qu'ils se font des différentes technologies quelles sont celles dont les applications peuvent avoir un avantage net pour la société, par exemple les médicaments modernes. Il a été aperçu que les gens ne réagissent pas tant à la modification génétique en tant que technologie particulière, mais bien plutôt au contexte dans lequel les OGMs se sont développés et aux prétendus bienfaits qu'ils sont censés apporter.

Bon nombre des préoccupations exprimées à propos des OGMs, y compris celles ayant trait à leur aspect « non naturel », ont également été exprimées à l'occasion d'autres innovations agricoles comme lors de l'introduction des pesticides, des aliments provendes d'origine animale et des antibiotiques dans les aliments pour animaux. L'agriculture biologique est perçue d'une façon générale comme étant l'inverse de ce type de développement, tandis que les OGMs seraient la manifestation ultime de cette tendance (**Marris et al. 2001**). Les régions sans OGMs sont de ce fait considérées comme une façon de protéger la nature (**Haslberger 2001**).

L'opposition contre les cultures et aliments génétiquement modifiés tient aussi bien à des valeurs sociales et politiques qu'à des préoccupations liées à la santé et à la sécurité sanitaire. La prise de conscience croissante qu'ont les consommateurs de leurs droits et la crainte croissante qu'ont les agriculteurs d'une dépendance vis-à-vis des multinationales sont les symptômes d'une inquiétude plus profonde concernant les valeurs et les priorités, le type d'environnement que les gens veulent, le rôle de la biodiversité, la tolérance du risque et le prix que les gens sont prêts à payer pour que tout cela soit réglementé. Certaines personnes s'inquiètent du degré de contrôle exercé par une poignée de firmes agrochimiques sur les marchés des semences. Les OGMs sont emblématiques de l'importance des craintes économiques que suscite la mondialisation. Dans certaines régions, l'hostilité aux OGM est le symbole d'une opposition plus générale à la trop grande influence des forces du marché. Ces dernières

sont perçues comme créant un monde dans lequel l'argent est roi et qui ne tient aucun compte des traditions historiques, des identités culturelles et des besoins sociaux (Gaskell et al. 1999, 2000).

Enfin toutes les organisations internationales comme la FAO et l'OMS sont parfaitement conscients des risques potentiels pour l'environnement et la sécurité sanitaire des aliments que comportent certains aspects des biotechnologies, en particulier les OGMs. En effet l'OMS joue un rôle actif dans ce domaine, principalement pour deux raisons :

- la santé publique pourrait tirer d'énormes avantages des biotechnologies, par exemple en accroissant la valeur nutritionnelle des aliments, en diminuant leur allergénicité et en améliorant les rendements de la production agricole; et
- la nécessité d'étudier au niveau mondial les effets négatifs que pourrait avoir pour la santé humaine la consommation d'aliments obtenus par des modifications génétiques. Il est clair que les technologies modernes doivent être soigneusement évaluées si l'on veut qu'elles représentent une véritable amélioration des méthodes de production.

D'autre part, dans un numéro publié par la FAO « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* » publié en 2004, ce dernier a passé en revue les dernières données scientifiques contenues dans plusieurs ouvrages indépendants faisant autorité publiés dans le monde entier. Les rapports du Conseil international des sciences, du Nuffield Council on Bioethics, du GM Science Review Panel du Royaume-Uni et de nombreuses académies scientifiques nationales, forment la base de cette étude. L'incidence du génie génétique sur l'environnement et sur la santé n'a pas encore été prouvée scientifiquement. Les scientifiques conviennent généralement que les cultures transgéniques produites actuellement et les aliments qui en sont dérivés peuvent être consommés sans danger, mais ils connaissent mal leurs effets.

Dans la partie qui suit, une synthèse des études réalisées à l'échelle internationale comprenant des enquêtes sur la biotechnologie agricole et en l'occurrence sur les OGM sont décrits. Ces études sont d'une importance majeure pour connaître l'attitude, la perception et l'opinion public à l'échelle internationale quant à l'utilisation des OGM. Plusieurs exemples seront cités en particulier l'expérience Européenne, américaine, africaine et enfin nationale.

1-2 Objectif : Diagnostic de la documentation existante

Il s'agit d'analyser sélectivement la documentation existante en matière de sensibilisation et d'éducation, et recenser les outils de communication connexes (supports, études, projets, etc.) développés par les acteurs clés de la biosécurité en Tunisie.

1-3 Analyse de la documentation

Dans une première partie une analyse de la documentation sur la communication dans le domaine de la Biosécurité : cas des OGMs a été réalisé à l'échelle internationale (exemples de sondages et d'enquêtes en Europe, Etat Unis, La chine, pays de l'espace CEDEAO, Algérie et Maroc). Dans une deuxième partie toute la documentation existante a été analysée à l'échelle Nationale. Des recherches supplémentaires ont été conduites sur internet pour permettre une analyse complète de toutes les activités qui touchent à la Biosécurité des OGMs en Tunisie. Cette étape est primordiale et cruciale pour garantir l'efficacité du plan de communication à établir. Toute la documentation fournie par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ainsi que tous les supports recensés et collectés sont listés dans le **Tableau 2 (Annexe 2)**.

2- SYNTHÈSE DE LA DOCUMENTATION A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

2-1 Protocole de Cartagena : *Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) de la CBD.*

Dans l'article 23 (sensibilisation et participation du public) du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique il a été évoqué ce qui suit :

1. Les Parties :

a) Encouragent et facilitent la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine. Les Parties, pour ce faire, coopèrent, selon qu'il convient, avec les autres États et les organes internationaux;

b) S'efforcent de veiller à ce que la sensibilisation et l'éducation du public comprennent l'accès à l'information sur les organismes vivants modifiés, au sens du Protocole, qui peuvent être importés.

2. Les Parties, conformément à leurs lois et réglementations respectives, consultent le public lors de la prise des décisions relatives aux organismes vivants modifiés et mettent à la disposition du public l'issue de ces décisions, tout en respectant le caractère confidentiel de l'information, conformément à l'article 21.

3. Chaque Partie s'efforce d'informer le public sur les moyens d'accès au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

L'article 23 du protocole est une référence très importante puisque la Tunisie a signé le protocole en 2000 et l'a ratifié en 2003. De ce fait toutes les dispositions de cet article doivent être prises en considération lors de l'élaboration du plan de communication sur les OGMs.

Il est à noter aussi que parmi les réalisations dans le cadre du protocole de Cartagena, il y a Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB) qui est un mécanisme créé par le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour faciliter l'échange d'informations relatives aux organismes vivants modifiés (OVM) et aider les Parties à mieux respecter leurs obligations en vertu du Protocole. Il fournit un accès mondial à une vaste gamme d'informations scientifiques, techniques, environnementales, légales et sur le renforcement des capacités dans les 6 langues des Nations Unies (<https://bch.cbd.int/>).

Dans ce contexte et lors de la conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au protocoles de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, il a été adopté (décision BS-V/13) un programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés (OVM) pour la période 2011-2015. Dans cette optique, un plan de communication a été élaboré afin de servir de modèle à adapter et mettre en œuvre au niveau national. Ce modèle est disponible à cette adresse : http://bch.cbd.int/onlineconferences/portal_art23/regnetworks.shtml

2-2 Enquête internationale sur les OGMs : *Environics International (2000)*

Il s'agit d'une enquête conduite par Environics International (2000) sur un échantillon de 35 000 personnes dans 34 pays d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe. Cette étude s'est basée sur cinq questions principales :

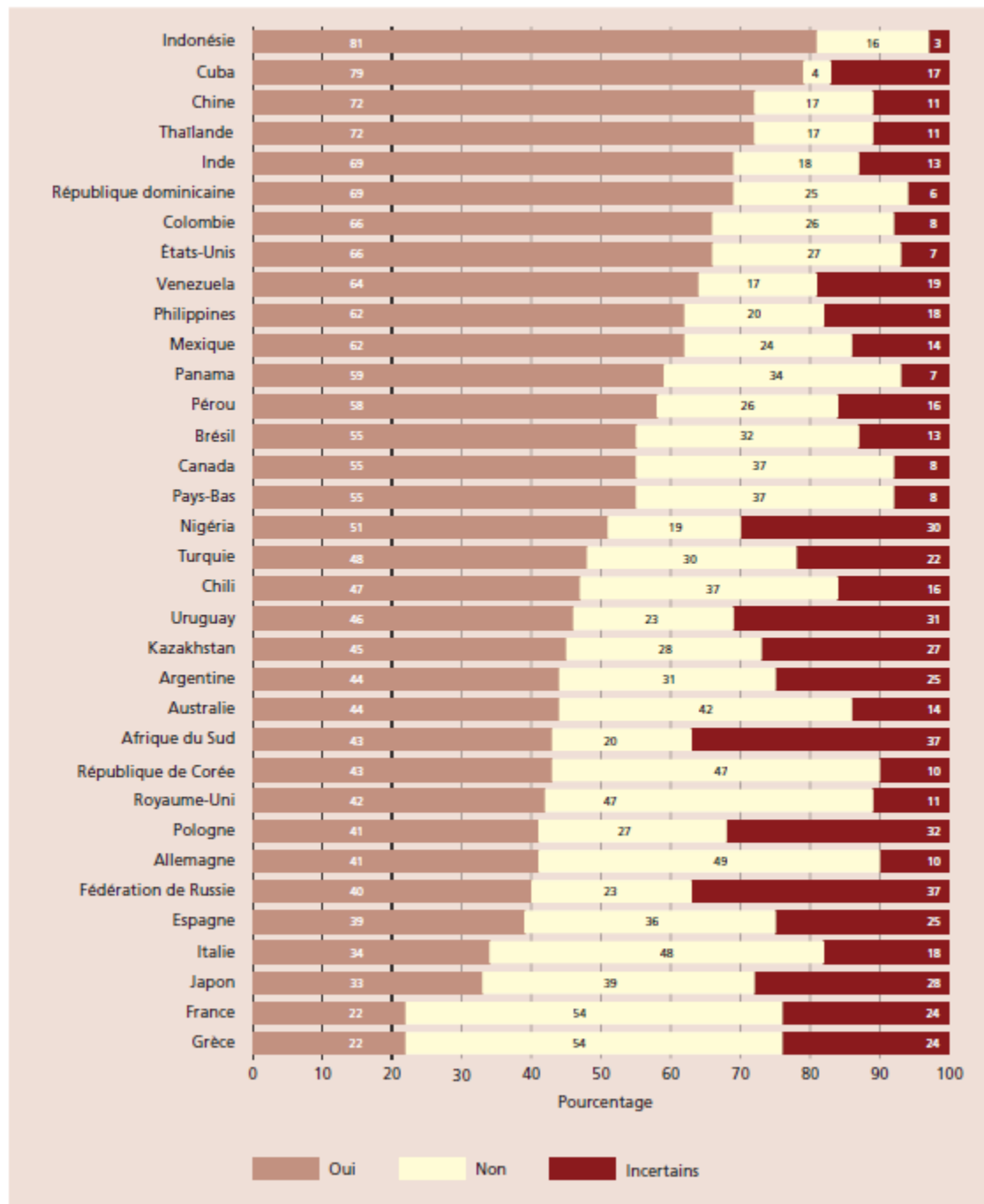
- ✓ **Question 1** : Les avantages des Biotechnologies sont –ils plus importants que les risques ?
- ✓ **Question 2** : Soutenez-vous les applications biotechnologiques suivantes ?
 - Mise au point de nouveaux médicaments
 - Cultures des végétaux transgéniques pour produire des plastiques recyclables
 - Mise au point de bactéries transgéniques pour nettoyer les déversements d'hydrocarbures ou de produits chimiques ?
 - Cultures plus nutritives ?
 - Mise au point d'aliments transgéniques pour animaux afin de produire de la viande plus saine ?
 - clonage d'animaux pour produire des médicaments destinés à l'être humain ?
 - Productivité accrue des animaux d'élevage
- ✓ **Question 3** : Les biotechnologies profiteront à des personnes comme moi ?
- ✓ **Question 4** : La modification des gènes des plantes ou des animaux est –elle une mauvaise chose ?
- ✓ **Question 5** : Achèteriez-vous des aliments dont les caractéristiques nutritionnelles ont été renforcés ?

Attitudes du public et Biotechnologie : cas des OGMs

Dans chacun des pays concernés, Il a été demandé à un millier de personnes dans quelle mesure elles acceptaient ou rejetaient l'énoncé suivant: «*Les avantages présentés par l'utilisation de la biotechnologie afin de créer des cultures vivrières génétiquement modifiées ne nécessitant pas l'emploi de pesticides et d'herbicides chimiques l'emportent sur les risques d'une telle utilisation.*» Les réponses à cet énoncé révèlent d'importantes différences interrégionales (**figure 10**). Ainsi, les habitants des Amériques et de l'Asie conviennent beaucoup plus volontiers que les Africains ou les Européens que les avantages d'une telle utilisation de la biotechnologie l'emportent sur les risques. Alors que près des trois cinquièmes des personnes interrogées dans les Amériques et en Asie ont répondu de façon positive, à peine plus d'un tiers des Européens et un peu moins de la moitié des Africains ont fait de même. De plus, les Africains et les Européens se sont montrés plus partagés dans leurs réponses, avec un cinquième et un tiers respectivement des répondants exprimant de l'incertitude, contre à peine un huitième dans les Amériques, en Asie et en Océanie. En règle générale, les habitants de pays à revenu plus élevé tendent à se montrer plus sceptiques quant aux avantages de la biotechnologie, et plus

préoccupés par les risques potentiels. En Asie, par exemple, on note un plus haut degré de scepticisme à l'égard des avantages associés à la biotechnologie, et plus d'inquiétude à l'égard des risques potentiels, dans les pays mieux nantis tels que le Japon et la République de Corée que dans les pays moins riches, comme les Philippines et l'Indonésie. Parallèlement, en Amérique latine, les classes aisées de l'Argentine et du Chili sont plus méfiantes que les populations de pays à revenu inférieur, tels que la République dominicaine et Cuba. On observe toutefois des exceptions. Ainsi, en Europe, les habitants d'un pays à revenu plus élevé, les Pays-Bas, acceptent mieux la biotechnologie, en moyenne, que ceux de la Grèce, pays moins riche. En outre, d'autres facteurs que le niveau de revenu, jouent, à l'évidence, un rôle déterminant dans l'attitude à l'égard de la biotechnologie. S'agissant de l'Asie et de l'Océanie, l'éventail des opinions varie considérablement, allant de 81 pour cent d'assentiments en Indonésie à tout juste 33 pour cent au Japon. Quant aux pays les plus riches de l'Asie et l'Océanie – à savoir l'Australie, le Japon et la République de Corée – leurs répondants sont généralement moins enclins à convenir, relativement aux autres pays de la région, que les avantages de la biotechnologie pour réduire l'emploi de pesticides et d'herbicides chimiques l'emportent sur les risques. Sur les continents américains, la gamme des opinions s'est révélée plus restreinte, allant de 79 pour cent d'opinions favorables à Cuba à 44 pour cent en Argentine. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les répondants de pays à revenu plus élevé – Argentine, Chili, Uruguay – se sont montrés sensiblement plus négatifs que les autres. Pour ce qui est de l'Amérique du Nord, l'énoncé a obtenu une adhésion aussi élevée qu'homogène. Enfin, les répondants européens sont généralement moins favorables que ceux d'autres régions, allant de 55 pour cent d'approbations aux Pays-Bas à 22 pour cent en France et en Grèce. En règle générale, les habitants des pays en développement sont plus disposés à appuyer l'application du génie génétique afin de réduire l'emploi de pesticides et d'herbicides chimiques. En moyenne, les trois cinquièmes des répondants des pays non membres de l'OCDE sont d'accord avec l'énoncé, contre deux cinquièmes dans les pays membres de l'OCDE. Cette observation permet d'avancer que, pour les habitants des pays plus pauvres, les avantages potentiels de la biotechnologie prédominent sur les risques, tandis que le contraire est vrai pour les pays plus riches. Les pays de l'OCDE où l'on observe le taux le plus élevé d'approbation – le Canada, les États-Unis et le Mexique – sont en général ceux où se pratique déjà l'agriculture biogénétique.

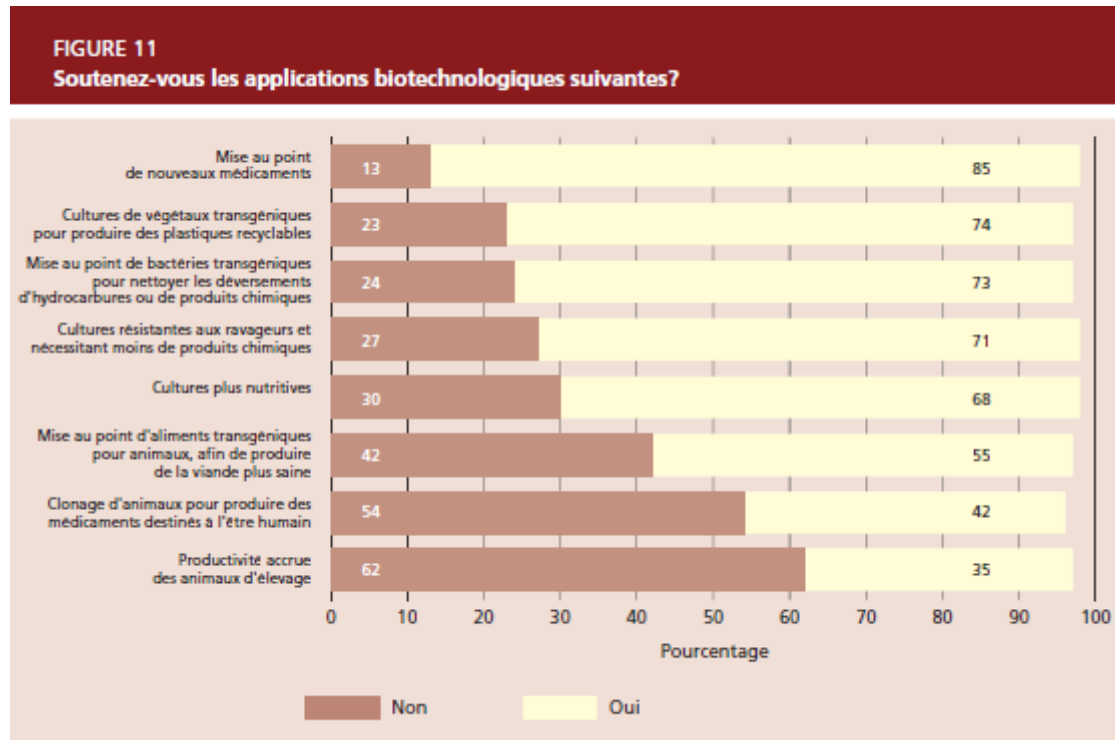
FIGURE 10
Les avantages des biotechnologies sont-ils plus importants que les risques?



Source: Environics International, 2000.

Le soutien aux différentes applications de la biotechnologie

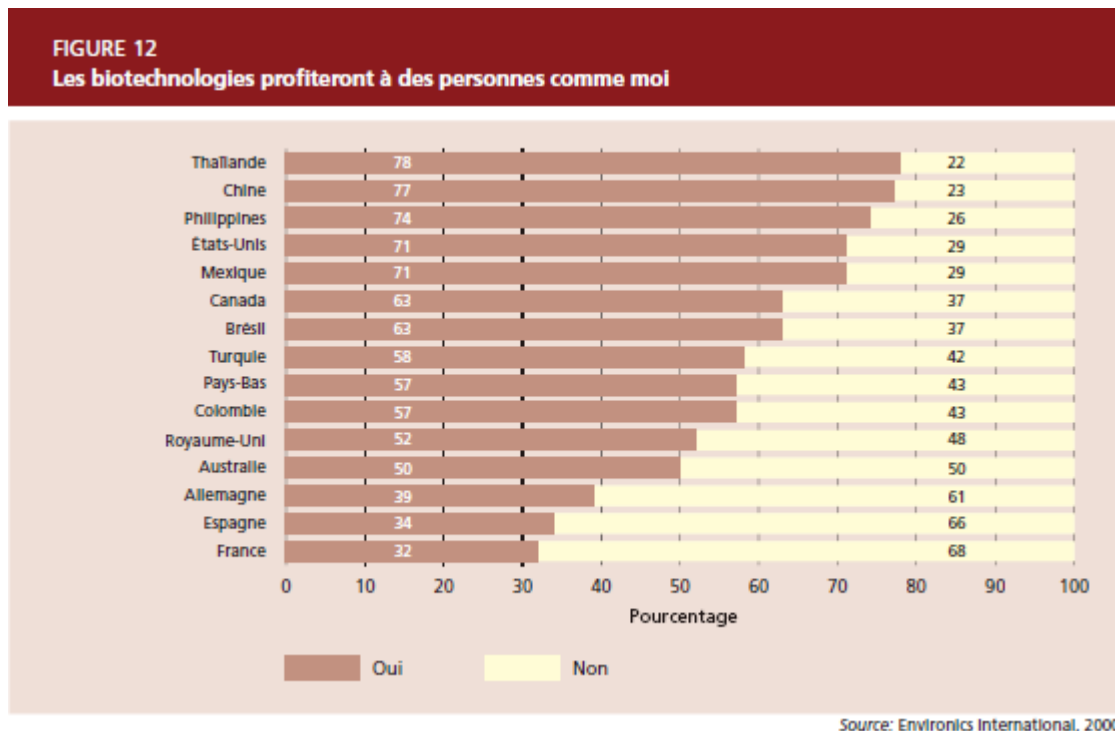
Dans leur deuxième question, les enquêteurs de Environics International (2000) ont demandé à leurs répondants s'ils appuieraient ou non l'utilisation de la biotechnologie afin de développer huit applications différentes (**figure 11**). On a ainsi pu observer que l'appui du public varie considérablement en fonction de l'application spécifique de la biotechnologie envisagée. Les applications portant sur la santé humaine ou la protection de l'environnement, par exemple, sont mieux acceptées que celles visant à augmenter la productivité agricole. La quasi-totalité des répondants (13 pour cent d'opposants) appuierait l'utilisation de la biotechnologie afin de mettre au point de nouveaux médicaments à usage humain. Plus de 70 pour cent se rallient à l'utilisation de la biotechnologie en vue de protéger ou de remettre en état l'environnement, par exemple pour mettre au point des cultures produisant des matières plastiques, des bactéries capables de nettoyer les dégâts environnementaux, ou des cultures nécessitant moins d'apport chimique. En outre, les répondants soutiennent en grande majorité (68 pour cent) la mise au point de cultures plus nutritives. S'agissant des applications de la biotechnologie aux animaux, elles sont considérées d'un oeil beaucoup moins favorable que les manipulations de végétaux ou de bactéries. Ainsi, plus de la moitié des répondants (55 pour cent) sont défavorables aux aliments génétiquement modifiés pour animaux, même lorsqu'ils permettent d'obtenir une viande plus saine. L'utilisation de la biotechnologie pour cloner des animaux destinés à la recherche médicale a essuyé un refus de la part de 54 pour cent des répondants, et 62 pour cent d'entre eux se sont opposés à la modification génétique des animaux en vue d'accroître la productivité. De tels résultats donnent à penser que les populations sont plus inquiètes face à la biotechnologie animale, peut-être parce qu'elle s'accompagne de questions plus complexes au plan éthique. Ainsi, les répondants semblent plus enclins à accepter les applications de la biotechnologie animale qui comportent des avantages tangibles, notamment pour la santé humaine, que lorsqu'il s'agit d'en tirer des avantages économiques, comme l'intensification de la productivité.



Les attentes personnelles à l'égard de la biotechnologie : cas des OGM

Dans un ensemble de questions de suivi, Environics International (2000) s'est efforcé d'éclairer certaines des attitudes et préoccupations à l'origine du soutien ou de l'opposition du public à la biotechnologie. Dans 15 des pays étudiés, on a demandé aux répondants qui avaient indiqué avoir entendu parler de la biotechnologie s'ils étaient d'accord ou non avec l'énoncé suivant: *La biotechnologie profitera à des gens comme moi au cours des cinq prochaines années.* Près de 60 pour cent des répondants à cette question ont accepté l'idée que la biotechnologie leur serait bénéfique (**figure 12**). Les habitants des Amériques, d'Asie et d'Océanie se sont montrés beaucoup plus optimistes que les Européens quant aux avantages escomptés de la biotechnologie (précisons que ces questions n'ont été posées dans aucun pays d'Afrique). Les deux tiers des répondants des Amériques, d'Asie et d'Océanie étaient donc favorables, contre moins de la moitié de leurs homologues européens. On observe une démarcation analogue en fonction du niveau de revenu: à peine plus de la moitié des répondants appartenant aux pays membres de l'OCDE se disaient convaincus que la biotechnologie leur serait bénéfique, alors que près des trois quarts des personnes provenant de pays non membres de l'OCDE acceptaient cet énoncé. En outre, dans les pays où les répondants n'escomptaient guère d'avantages de la biotechnologie, les personnes prêtes à convenir que les avantages des cultures génétiquement modifiées l'emportaient sur les risques étaient souvent moins nombreuses. Cette observation correspond au niveau plus élevé d'acceptation de la biotechnologie dans les Amériques, en Asie et en Océanie (**figure 10**). On peut en

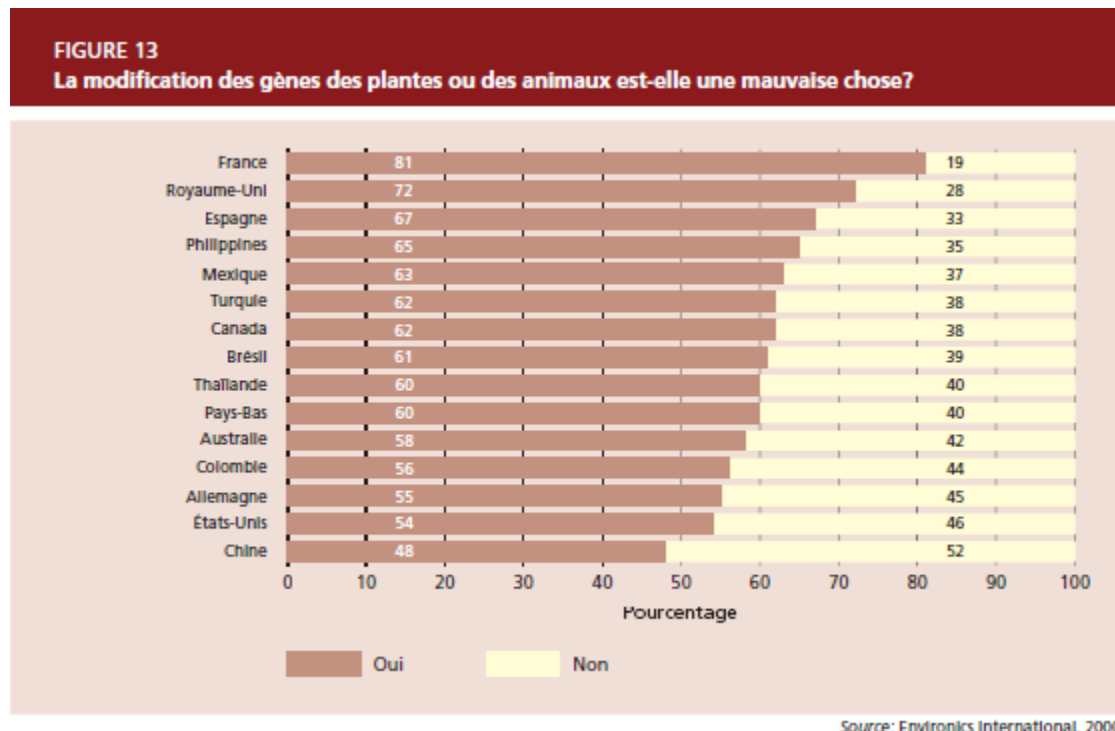
déduire que les personnes convaincues de tirer personnellement parti de la biotechnologie sont plus enclines à en appuyer l'utilisation.



Les préoccupations d'ordre moral et éthique

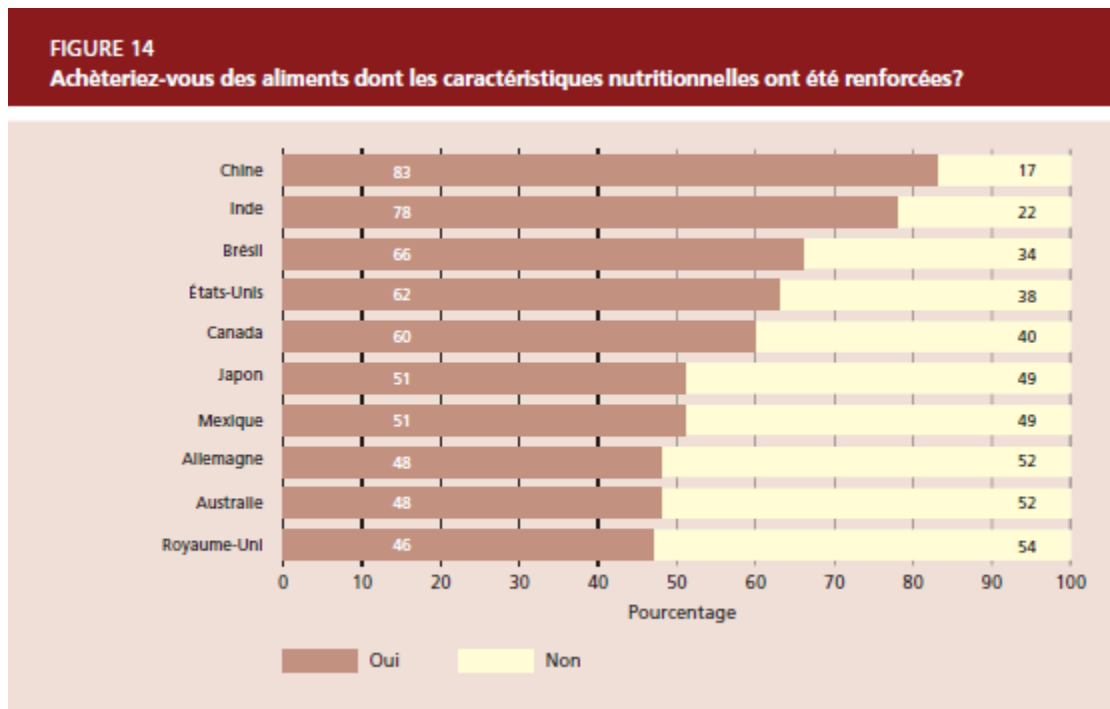
Dans le cadre d'une deuxième question de suivi, les répondants se sont vus demander s'ils étaient d'accord ou non avec l'énoncé suivant: *La modification de gènes des espèces végétales ou animale est répréhensible aux plans éthique et moral.* Plus de 60 pour cent des répondants se sont dits d'accord avec cet énoncé, et on a obtenu des réponses plus homogènes que pour les autres questions dans l'ensemble des pays étudiés (**figure 13**). Plus de la moitié des personnes consultées, dans tous les pays à l'exception de la Chine, sont convenues que les modifications génétiques apportées aux plantes ou aux animaux étaient moralement et éthiquement répréhensibles. Un tel résultat semble contredire le niveau d'acceptation généralement élevé de la biotechnologie végétale illustré aux **figures 10 et 11**, et pourrait refléter le fait que l'énoncé englobait les modifications génétiques apportées aux animaux comme aux végétaux. En effet, comme l'indique la figure 11, les répondants sont moins enclins à accepter une quelconque forme de biotechnologie applicable aux animaux. Les répondants appelés à porter un jugement éthique et moral sur la modification génétique se sont trouvés divisés en fonction des régions et de leur situation socioéconomique; les Européens étaient plus enclins à considérer la modification génétique comme répréhensible au plan éthico-moral que leurs homologues des Amériques, d'Asie et d'Océanie. Par ailleurs, les résidents des pays de l'OCDE étaient plus portés que leurs homologues de pays non membres de l'OCDE à manifester des réserves d'ordre éthique ou moral. Bien que les lignes de division régionales et socioéconomiques soient moins marquées que pour les autres énoncés, la tendance générale est analogue. Ainsi, les pays dont les répondants considèrent la modification

génétique comme répréhensible sont moins enclins à convenir que les avantages de la biotechnologie l'emportent sur les risques, ou à déclarer que la technologie leur sera bénéfique ou utile.



Les applications tournées vers les consommateurs

Dans le cadre d'une deuxième étude, Environics International (2001) a analysé la question de savoir si les produits plus utiles aux consommateurs susciteraient un taux d'acceptation plus élevé. Ils ont donc demandé à 10 000 consommateurs situés dans 10 pays s'ils achèteraient des aliments contenant des ingrédients génétiquement modifiés dans l'hypothèse où ils devaient s'avérer plus nutritifs (**figure 14**). Les répondants avaient le choix entre continuer d'acheter le produit ou en interrompre l'achat s'ils apprenaient que le produit était génétiquement modifié à cet effet. Près de 60 pour cent de l'échantillonnage complet des répondants ont indiqué qu'ils achèteraient les aliments rendus plus nutritifs, les consommateurs européens se montrant moins attirés que ceux des autres régions. Toutefois, il semble que, dans ce cas, les différences géographiques soient moins nettes que pour les autres questions. En outre, le niveau de revenu présente une corrélation plus marquée avec la propension à acheter des aliments renforcés au plan nutritionnel. Ajoutons que plus de 75 pour cent des consommateurs chinois et indiens, et 66 pour cent de leurs homologues brésiliens se sont déclarés prêts à acheter des aliments génétiquement modifiés renforcés au plan nutritionnel. À peine plus de la moitié des consommateurs des pays de l'OCDE se sont dits prêts à acheter ces aliments, tandis qu'une majorité de consommateurs australiens, allemands et britanniques répondaient par la négative. De tels résultats donnent à penser que, même si les nouvelles cultures offrant des avantages démontrables pour les consommateurs seraient bien accueillies dans de nombreux pays, elles ne surmonteraient pas l'opposition des consommateurs à l'échelle universelle.



2-3 Enquête Européenne sur les OGM : Eurobaromètre 73.1

Source : Eurobaromètre 73.1 : ETUDE REALISEE PAR TNS OPINION & SOCIAL A LA DEMANDE DE LA DIRECTION GENERALE DE LA RECHERCHE COORDONNEE PAR LA DIRECTION GENERALE COMMUNICATION : Commission européenne

Introduction

Les biotechnologies peuvent être considérées comme l'un des principaux moteurs de la santé et du bien-être des citoyens européens. Au cours des dernières années, l'UE a adopté de nombreuses initiatives visant à stimuler et à coordonner les évolutions des biotechnologies. Si l'industrie chimique et l'agriculture sont fortement ancrées dans l'UE, les questions liées à la protection de l'environnement et à la sécurité, les évolutions environnementales et une faible acceptation du public sont considérés comme autant de facteurs qui entravent l'évolution globale des biotechnologies.

Dans un premier temps, les résultats de ce sondage ont été analysés au niveau de l'UE puis, dans un second temps, au niveau national. Lorsque cela s'est révélé opportun, divers facteurs sociodémographiques tels que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation et la catégorie socioprofessionnelle du répondant ont été utilisés pour approfondir l'analyse. Un grand nombre de questions répertoriées ci-dessus sous la forme de sujets ont aussi été utilisées comme variables pertinentes de l'analyse afin de mieux comprendre l'opinion des Européens sur les biotechnologies. Cette enquête Eurobaromètre a été commandée par la Direction générale (DG) de la Commission européenne Recherche et coordonnée par la Direction générale Communication. Elle a été menée par le réseau TNS Opinion & Social en février

2010. La méthodologie utilisée est celle des études Eurobaromètre de la Direction générale communication (Unité « Recherche et Speechwriting »). Les principaux résultats de cette étude est résumé dans le **tableau 1**. Tous les détails de l'enquête sont présentés dans l'**annexe 1**.

Tableau 1 : Résumé de l'enquête européenne (Eurobaromètre ; 2010)

QUESTIONS POSEES LORS DE L'ENQUETE EUROPEENNE	RESULTATS ET CONCLUSIONS
<ul style="list-style-type: none"> - Avant aujourd'hui avez-vous entendu parler d'aliments GM ? - Avez-vous déjà abordé la question des aliments GM avec quelqu'un avant aujourd'hui ? - Avez-vous déjà cherches des informations sur les aliments GM ? 	Notoriété des aliments génétiquement modifiés – Notoriété importante
<ul style="list-style-type: none"> - Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : Les aliments GM sont une bonne chose pour l'économie 	Moins d'un tiers des répondants pense que les aliments GM sont une bonne chose pour l'économie
<ul style="list-style-type: none"> - Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : les aliments GM ne sont pas bon pour vous et votre famille 	La majorité des Européens pense que les aliments GM ne sont pas bons pour eux
<ul style="list-style-type: none"> - Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : les aliments GM aident les habitants des pays en voir de développement 	Deux répondants sur cinq sont d'accord pour dire que les aliments GM aident les habitants des pays en voie de développement
<ul style="list-style-type: none"> - Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : les aliments GM sont surs pour les générations futures 	La majorité des Européens a le sentiment que les aliments GM ne sont pas sûrs pour les générations futures
<ul style="list-style-type: none"> - Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : les aliments GM sont bénéfiques pour certaines personnes mais sont un risque pour d'autres 	Une majorité de répondants estime que les aliments GM sont bénéfiques pour certaines personnes mais sont un risque pour d'autres

<p>- Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : les aliments GM ne sont fondamentalement pas naturels –</p>	<p>Large consensus sur le fait que les aliments GM ne sont fondamentalement pas naturels</p>
<p>- Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : Les aliments GM mettent la majorité des Européens mal à l'aise</p>	<p>Les aliments GM mettent la majorité des Européens mal à l'aise</p>
<p>- Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : les aliments GM sont sans danger pour votre santé et celle de votre famille</p>	<p>La majorité ne pense pas que les aliments GM soient sans danger pour leur santé</p>
<p>- Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : les aliments GM ne sont pas nuisibles pour l'environnement –</p>	<p>Moins d'un quart pense que les aliments GM ne sont pas nuisibles pour l'environnement –</p>
<p>- Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments GM veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : il faut encourager le développement d'aliments</p>	<p>Globalement, le message est que le développement d'aliments GM ne doit pas être encouragé –</p>

2-4 Enquête sur les OGM en Asie : exemple de la Chine

Source : Y. T. Shao, H. J. Cai, G. Chen *Acceptance Survey of GM Food in China* *Journal of Food and Nutrition Research*, 2014, Vol. 2, No. 11, 846-849 Available online at <http://pubs.sciepub.com/jfnr/2/11/14>



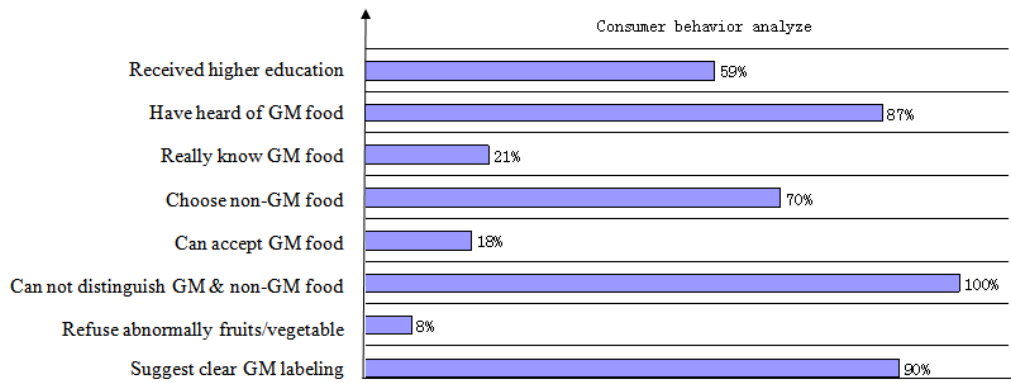
Une enquête récente s’est déroulée en Chine dans six villes chinoises dont les noms figurent dans la carte ci-dessus pour connaître l’opinion publique sur les OGM. Un nombre de 958 questionnaires a été validé. Les questions posées pendant cette enquête sont listées dans le tableau1 suivant :

Table 1. Questionnaire of public opinion surveys of GM food China, 2014

1. What do you know about GM food?
2. Do you accept GM food?
3. Can you distinguish between GM food and non-GM food?
4. What do you most concern about food when you are shopping?
5. Do you have any suggestions of GM food?
6. Please fill in your personal information including age, sex, profession and educational background

Let's care about food safety and build a harmonious society! Thanks for your support!

Les résultats obtenus ont montré que 59% ont reçu une éducation supérieure, 87% ont entendu parler des aliments GM, 21% connaissaient déjà les aliments GM, 70% choisissent les aliments non GM, 18% peuvent accepter les aliments GM, 100% ne peuvent pas distinguer les aliments GM des aliments non GM, 8% refusent les fruits et légumes anormaux et 90% suggèrent un étiquetage clair des OGM (Figure ci-dessous).



2-5 Enquête sur les OGMs : cas des Etats Unis

Source: International Food Information Council Foundation (<http://www.foodinsight.org/>) Consumer Perceptions of Food Technology Survey (May 2014)

- Echantillonnage

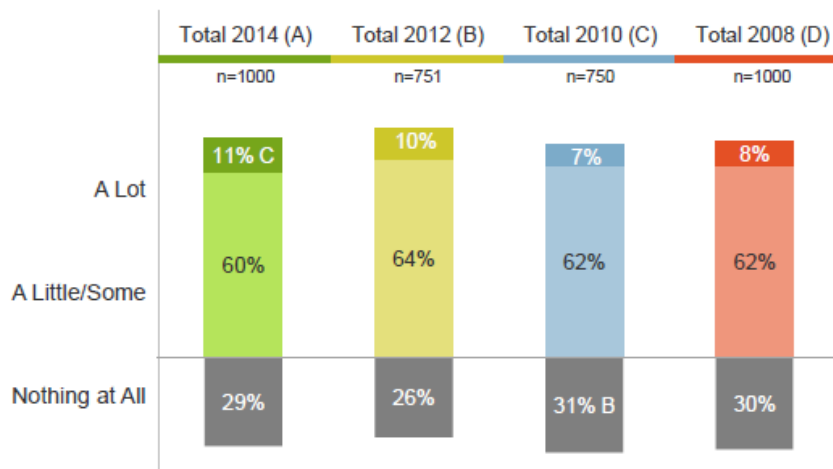
Cette enquête a été réalisée chaque deux ans depuis 2008 avec un effectif de 1000 en 2008, 750 en 2010, 750 en 2012 et 1000 en 2014. Les critères de choix étant le sexe, l'âge, la race, l'éducation, le statut et la région (tableau ci-dessous).

Study Composition	2014	2012	2010	2008
Population:	U.S. adults (18+)			
Sample:	n=1000	n=750	n=750	n=1000
Date:	Mar 28-April 7	Mar. 7-19	Apr. 5-26	July 29 – Aug. 18
Weighted on:	<ul style="list-style-type: none"> • Gender • Age • Race • Education • Marital status • Region • Income (only for 2014 and 2012) 			

- Perception de la Biotechnologie alimentaire aux Etats Unis

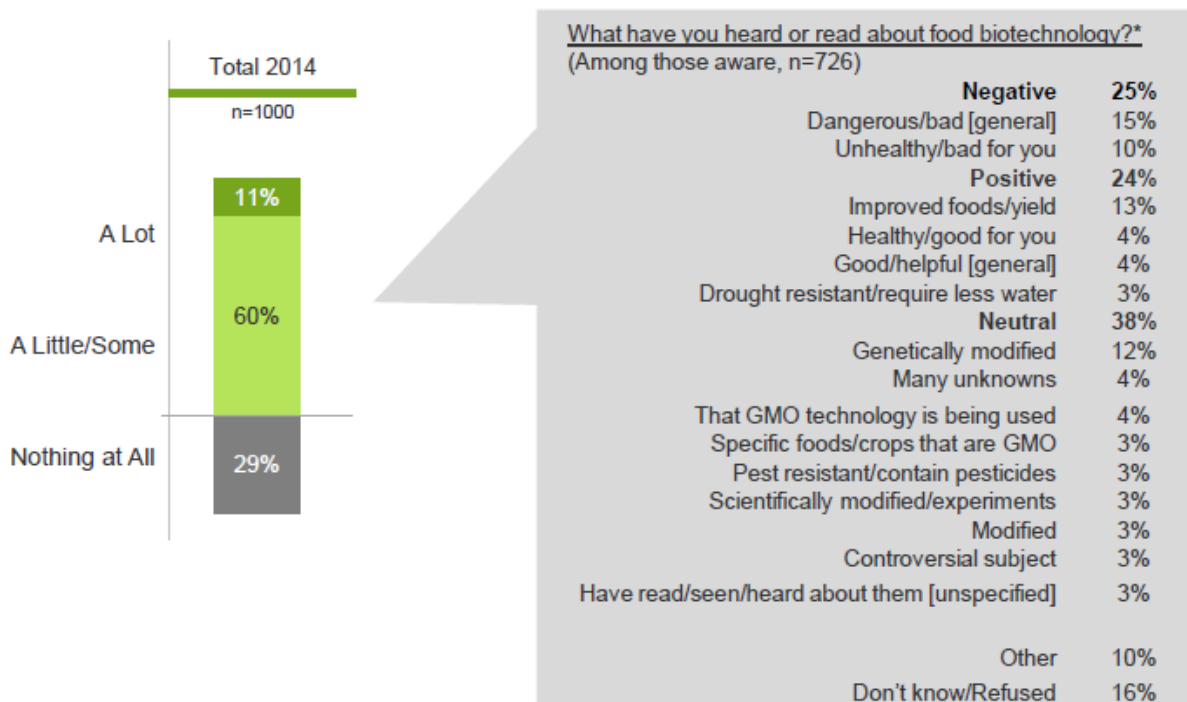
Question : As you may know, some food products and medicines are being developed with the help of [OLD: new] scientific techniques. The general area is called "biotechnology" and includes tools such as genetic engineering. Biotechnology is also being used to improve crop plants. How much have you heard or read about biotechnology? Would you say you have read or heard...?

Résultat : Entre 60 et 62% ont déjà entendu parler de la Biotechnologie alimentaire. Par contre entre 7 et 10% de citoyens américains ont beaucoup lu et connaissent bien la biotechnologie alimentaire (figure ci-dessous).



Question: [If heard/read something...] What have you read or heard about food biotechnology?

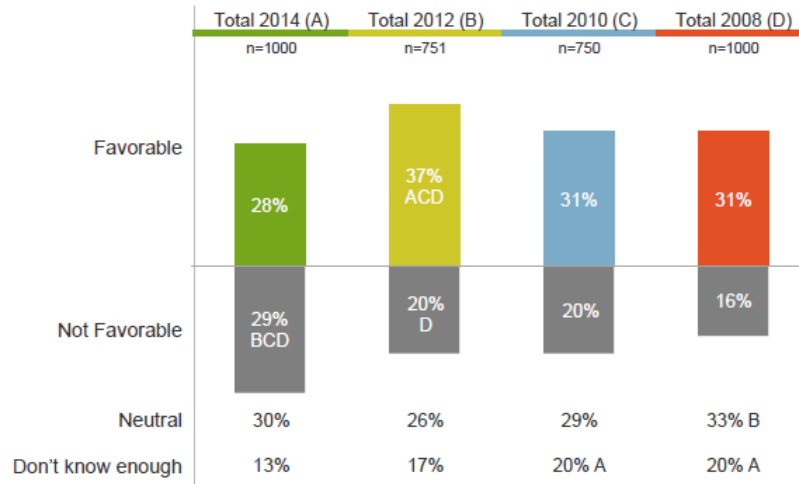
Résultat : Parmi les 60% (effectif de 726) des américains qui ont déjà entendu parlé des OGM, 25% ont montré une perception négative sur la Biotechnologie alimentaire en la qualifiant comme dangereuse et néfaste pour la santé. Par contre 24% ont montré une perception positive sur la Biotechnologie alimentaire (aliments modifiés, bonne pour la santé, solution pour la résistance à la sécheresse...etc) et 38% ont montré une perception neutre (sujet controversé, scientifiquement modifiés, aliments spécifiques, plantes OGM...etc) (figure ci-dessous).



Avis des consommateurs sur l'utilisation de la Biotechnologie alimentaire

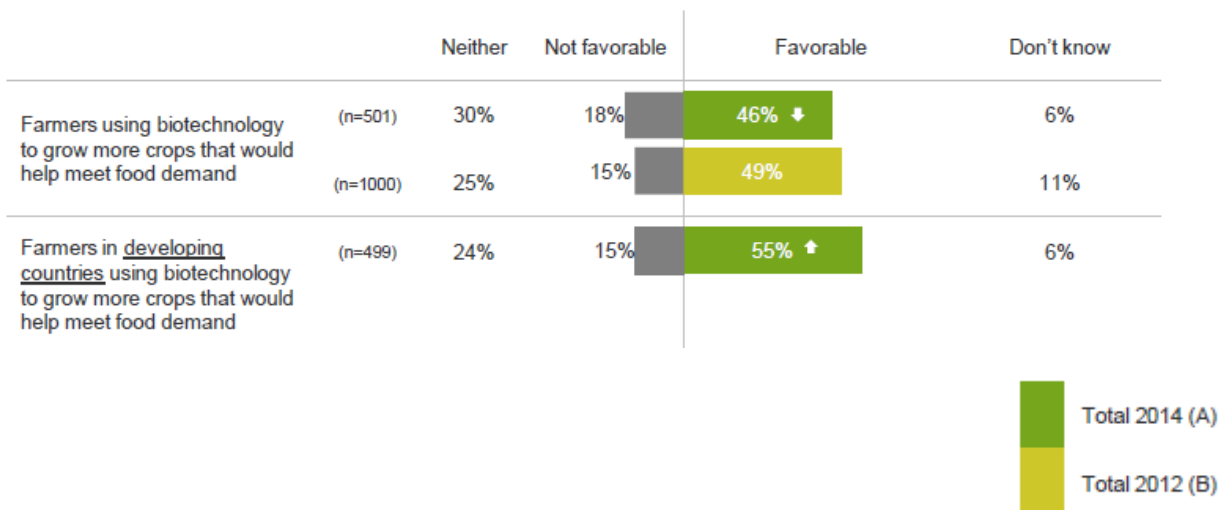
Question: (Q14. What is your overall impression of using biotechnology with plants that produce food products? Would you say you are...?)

Résultats: Seulement 28% sont favorable à l'utilisation de la Biotechnologie alimentaire. Ce pourcentage était de 37% en 2012 (figure ci-dessous).



- Avis des agriculteurs

Question: What is your overall impression of [RESTORE] using biotechnology to grow more crops that would help meet food demand?



Résultats: 46% des agriculteurs américains ont un avis favorable quant à l'utilisation de la biotechnologie pour satisfaire la demande alimentaire et 55% sont aussi favorable pour l'utilisation de la Biotechnologie dans les pays en voie de développement (tableau ci-dessus).

2-6 Résultats de l'enquête sur les OGM en Afrique

Exemple 1 : l'espace CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) : Plan d'actions pour le développement de la biotechnologie et de la biosécurité dans l'espace CEDEAO (ISBN - 2 - 916111 - 07 - 7) (2007-2012)

Actions pour renforcer les capacités en communication et en sensibilisation dans le domaine de la biotechnologie et de la biosécurité

Le développement de certains produits biotechnologiques tels que les OGM a suscité partout dans le monde des débats contradictoires souvent dogmatiques, qui ont néanmoins eu le mérite de mettre en évidence l'énorme fossé qu'il y a, en matière d'information, entre le monde de la recherche et celui des utilisateurs finaux des produits de la recherche. Associé à la biotechnologie et plus particulièrement aux OGM pour le simple citoyen, comme pour le décideur politique, en passant par les journalistes, les juristes, les acteurs du développement rural, etc. Les événements tels que le scandale du « sang contaminé » en France et l'émergence de l'encéphalopathie bovine dite maladie de « la vache folle » ne sont pas étrangers à cela, car ils ont contribué à briser le mur de confiance qu'il y avait entre le citoyen et le monde de la recherche. La société civile est donc devenue exigeante en matière d'information et il sera de plus en plus difficile de vulgariser un produit biotechnologique tant que toutes les informations concernant les conditions de son obtention et ses impacts potentiels n'auront pas été divulguées. De plus, l'utilisation d'une solution biotechnologique doit correspondre à la résolution d'une contrainte dont l'identification claire implique les utilisateurs finaux des produits de la recherche. Il est par conséquent indispensable que ces derniers soient informés le plus largement possible des avantages comparatifs des solutions proposées, des méthodologies d'obtention des produits, ainsi que leur innocuité. Il en est de même pour les décideurs, les professionnels de l'information, les hommes de lois, etc. De cette démarche résulteront des choix judicieux sur la base de critères objectifs. L'analyse faite par certains auteurs dont Walter, 2002, du niveau d'information de l'opinion publique sur la question des biotechnologies a montré que tout était à faire dans la région. Plus récemment, les réunions des ministres responsables de la recherche agricole tenues à Sacramento, à Ouagadougou et à Bamako ont contribué, dans une bonne mesure, à informer les décideurs politiques de la région sur les enjeux du secteur de la biotechnologie. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour que ces décideurs développent et s'approprient les éléments nécessaires à leur propre information et à celle de leurs opinions publiques.

En tant qu'organe sous-régional, la CEDEAO va approfondir et mettre en œuvre sa stratégie de communication en biotechnologie à travers les activités suivantes :

- sensibiliser les principaux acteurs du secteur de la biotechnologie ;
- créer une structure sous-régionale d'information et de communication sur la biotechnologie, en tirant parti du système d'information et de communication du CORAF/WECARD (échange d'expériences, campagne professionnelle) ;
- créer des cellules nationales d'information et de communication, points focaux de sensibilisation publique sur la biotechnologie ;
- coordonner la mise en œuvre de la stratégie d'information et de communication sur les biotechnologies;
- établir des relations de coopération avec les autres organisations régionales et internationales qui ont une expérience dans le domaine de l'information et de la communication sur les biotechnologies ;
- mettre en place un programme de communication dans le secteur de l'agrobusiness.

Exemple 2: l'Algérie (Source : PROJET MATE-PNUE/FEM DEVELOPPEMENT DU CADRE NATIONAL DE BIOSECURITE EN ALGERIE (JUN 2005))

OPINION PUBLIQUE EN ALGERIE

La population algérienne demeure insuffisamment informée sur les questions liées à la biosécurité, la biodiversité et la biotechnologie. Il faut dire qu'il n'y a pas d'utilisation, de production ni d'ailleurs de recherche sur les OGM. Par ailleurs, il est vrai que sur le plan alimentaire, les préoccupations sont plus de l'ordre de l'accès aux denrées et des prix de vente que sur la qualité ou le contenu des produits.

Le débat actuel sur les OGM est relativement peu intense et ne concerne que les administrations, la recherche et une faible opinion de la population. Les personnes ressources ne sont pas directement formées dans ces domaines et les débats restent souvent sur des cadres généraux ou sur des aspects scientifiques pointus mais théoriques.

Il est urgent à cet effet de renforcer les capacités de l'expertise en déployant un programme qui inclut des moyens pour les capacités des laboratoires, des personnes ressources, des mécanismes de fonctionnement des commissions, des mécanismes de diffusion de l'information.

Par ailleurs, des projets institutionnels ont été élaborés afin de participer au processus de biosécurité aussi bien pour sa mise en place que pour l'implication de tous les acteurs et secteurs concernés. Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement pilote le projet de développement du Cadre National de Biosécurité, soutenu en partie par le programme conjoint PNUE/FEM. Un Comité

National de Coordination regroupe des membres provenant de différentes institutions, structures et associations et supervise les activités du projet.

Il est également à noter qu'il est possible de recueillir des informations par le biais de l'Agence Africaine de Biotechnologie qui diffuse un bulletin d'information, *Abiotech* et possède un site Web www.aab.org.dz.

ORGANISATIONS D'AGRICULTEURS

Tout comme l'ensemble de la population, les agriculteurs ne sont pas particulièrement impliqués dans les débats autour des OGM. L'arrivée des semences hybrides, depuis quelques années, constitue la nouvelle technologie d'intérêt. Cette absence de préoccupation du monde agricole vis-à-vis des biotechnologies est liée au manque de formation et à la faible représentation des paysans en groupes organisés.

La plupart des agriculteurs n'a pas de diplôme en agronomie bien que cela commence à se diffuser parmi le monde paysan et n'ont donc pas les connaissances de base. La formation dispensée par les instituts techniques et les centres de formation professionnelle ne concerne pas les biotechnologies mais plutôt les techniques de culture et l'amélioration de la productivité par des méthodes naturelles. D'autres part, les différentes réformes agraires et les récents changements de stratégies de développement font que le secteur de l'agriculture est en totale restructuration. À cela est associée une situation foncière particulière et il en résulte des agriculteurs très indépendants et très peu représentés. Il existe tout de même des formes d'organisations qui peuvent être des canaux importants de sensibilisation, formation et information vue la position centrale des agriculteurs dans le débat.

- Union Nationale de Paysans Algériens, seul syndicat central ayant l'avantage de regrouper une majorité d'agriculteurs et de paysans.
- Chambres d'agriculture, représentées dans les 48 wilayas qui ont un rôle de formation et de vulgarisation.
- Associations par filières qui regroupent des catégories de producteurs et constituent un mode d'organisation nouveau (apiculteurs, viti-viniculteurs).

INITIATIVES ASSOCIATIVES

Des initiatives associatives se mettent progressivement en place pour sensibiliser sur la thématique de la biodiversité et des OGM. Des associations comme AREA-ED (Association de Réflexion, d'Echanges et d'Actions pour l'Environnement et le Développement) ou APEB (Association pour la Protection de l'Environnement de Beni Isguen) pilotent des projets de formations et d'échanges depuis plusieurs années.

En particulier, l'association AREA-ED travaille sur la biosécurité et les OGM depuis 1999 et coordonne actuellement un projet de participation du public au processus de biosécurité en Algérie et financé par l'agence de coopération Allemande GTZ.

Des supports d'information sont élaborés sous forme de bulletins semestriels français/arabe (Biosécurité-DZ) et de Site Web (www.areaed.asso.dz). Les informations diffusées concernent les législations internationales, régionales et nationales, les aspects scientifiques des biotechnologies et de la biosécurité, les études d'impacts sur l'environnement, la santé et les systèmes agraires, les relations avec les droits de propriété intellectuelle et l'appropriation du vivant et les enjeux économiques et sociaux.

Plusieurs ateliers internationaux ont été organisés sur la traçabilité et l'information (Alger, décembre 2003), l'impact des OGM sur les agricultures paysannes (Ghardaïa, septembre 2004), les cadres réglementaires de contrôle des OGM et de protection des ressources biologiques (Tipaza, avril 2005). Des experts internationaux ont permis d'échanger leurs expériences avec un public très diversifié d'associations, organisations professionnelles, structures de recherche, structures universitaires, institutions, parlementaires.

Un atelier, réalisé en novembre 2005 a porté sur une proposition de cadres réglementaires et une harmonisation à l'échelle régionale. Par ailleurs, un avant-projet, en collaboration avec le Laboratoire de Phytopathologie et de Biologie Moléculaire de l'Institut National Agronomique, de formation crédible sur les OGM et la biosécurité destinée à l'Afrique francophone est en cours d'élaboration.

Exemple 3 : le Maroc *Projet PNUF/FEM Développement des Cadres Nationaux de Biosécurité (juin 2009)*

Le Maroc dispose donc d'un cadre tout à fait exceptionnel de débat, de consultation et de concertation sur la thématique des OGM et de la Biosécurité. La mise en œuvre de ce cadre nécessite entre autre :

- la diffusion de toute l'information relative à la Biosécurité et en temps opportun ; les médias pourraient jouer un rôle important dans la circulation de l'information ;
- l'initiation du public aux biotechnologies modernes par l'organisation de conférences, de débats et d'ateliers ; ainsi il pourra participer activement à l'évaluation des risques biotechnologiques et aider aux prises de décisions.

La campagne de sensibilisation des intervenants dans l'utilisation des OVM

Cette campagne vise tout d'abord à informer la population ; le citoyen a droit à l'information objective et équilibrée pour être un facteur de progrès de la société ; sa participation à la prise de décisions sera plus efficace s'il est avisé des enjeux des biotechnologies ;

Le 21ème siècle est le siècle de la connaissance et des savoirs ; le citoyen ne doit pas resté perplexe devant les avancées fulgurantes des progrès scientifiques et technologiques ; il a besoin de savoir pour participer activement à la prise de décision. C'est dans ce contexte que le MATEE a élaboré une typologie pour une campagne d'information et de sensibilisation du public.

L'objectif de la Campagne

Le Département de l'Environnement a organisé une importante campagne pour informer le grand public des dispositions du Protocole de Carthagène adopté par la communauté internationale pour tirer profit du potentiel considérable de la biotechnologie moderne tout en limitant ses éventuels impacts négatifs sur l'environnement et la santé humaine.

Les acteurs concernés

Les acteurs concernés par cette campagne d'information sont certaines administrations publiques, et des organisations impliquées dans l'utilisation et la prévention des risques

biotechnologiques ; il s'agit de :

- MATEE, Point Focal du Protocole et de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) ;
- Comité de suivi du Projet PNUF/FEM/MATEE, impliquant l'ensemble des départements ministériels et des ONG concernés ;
- Ministère de la Communication ;
- MEDIAS : télévisions, radios et journaux,
- Services publics;

- Universités (Présidences)
- Société civile – Réseau des ONG ;
- Secteur privé: Sponsors,

Le Public Cible

Le public visé par cette opération est nombreux et diversifié ;il s'agit de :

- Décideurs politiques : parlementaires (première et deuxième chambre) ;
- Partis politiques, syndicats, collectivités locales, groupes d'intérêts, ...
- Etudiants/élèves (primaires et secondaire – Lycées à Rabat et à Casa) ;
- Grand public à travers les ONG ;
- Secteur privé.

Les Modalités de la sensibilisation

Deux modalités de sensibilisation ont été privilégiées pour atteindre un public aussi large que possible.

- Médias audiovisuels (radio, télévision), presse, etc. ;
- Rencontres de demi-journées avec des points de presse.

La Communication

Pour faciliter les contacts et assurer la diffusion de l'information, les supports suivants de la communication ont été élaborés : CD, Brochures, dépliants, affiches, banderoles, etc.

Les Intervenants

Plusieurs Universitaires, Ingénieurs, Médecins, Microbiologistes, Agronomes, Vétérinaires et un public éclairé ont été invités à animer et à participer aux débats concernant l'utilisation des OVM et l'évaluation et la gestion des risques biotechnologiques qui en découlent.

3- SYNTHÈSE DE LA DOCUMENTATION A L'ECHELLE NATIONALE

La mise en place d'un plan de communication sur la prévention des risques biotechnologiques en Tunisie dans le cas des OGM est d'une importance cruciale pour accélérer le processus d'adoption de la réglementation tunisienne en la matière. Une première étape d'analyse de la documentation existante nous permettra d'identifier les lacunes et les points critiques en termes de communication, sensibilisation et éducation des OGM et d'établir un plan de communication adéquat avec de supports appropriés destinés aux consommateurs tunisiens et les acteurs clefs et ce, dans le but de les initier à la nouvelle filière agricole biotechnologique mondiale et les procédures de leurs contrôles.

3-1 Etudes de l'impact des Biotechnologies sur les échanges commerciaux (communication personnelle du secrétaire d'état Chargé du Commerce extérieur)

Dans cette présentation il n'y pas d'informations relatives à la communication, la sensibilisation et l'éducation dans le domaine de la Biosécurité des OGM.

3-2 Guide technique sur la détection et la quantification des OGM

Dans ce guide il n'a pas été évoqué la communication, la sensibilisation et l'éducation dans le domaine de la Biosécurité des OGM.

3-3 Guide Introductif aux Biotechnologies et à la Biosécurité (cas des OGM)

Dans ce guide il n'y pas d'informations relatives à la communication la sensibilisation et l'éducation dans le domaine de la Biosécurité des OGMs

3-4- Guide technique à l'analyse des risques biologiques liés à l'utilisation d'organismes naturels et génétiquement modifiés (OGM's)

Dans ce guide il n'y pas d'informations relatives à la communication la sensibilisation et l'éducation dans le domaine de la Biosécurité des OGM.

3-5 Livret et CD-ROM sur les OGMs

Type de support : CD-ROM

Auteur : Direction Générale de l'environnement et de la qualité de la vie

Intitulé : Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)

Dans ce livret et le contenu du CD-ROM il n'y a aucune information relative à la communication dans le domaine de la Biosécurité des OGM.

3-6 Etude exploratoire sur la présence des OGM dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale en Tunisie (ANCSEP)

L'objectif principal de cette étude était l'évaluation du niveau de présence des OGM dans l'alimentation en Tunisie. Deux types d'enquêtes ont été menées en 2006, chacune ayant un public cible particulier, l'objectif étant d'explorer leurs connaissances des OGM dans le domaine de leur circuit professionnel. Les attitudes et les pratiques de ces professionnels ont été explorées en se basant sur les

règles et précautions édités par la réglementation européenne pour éviter la dissémination involontaire d'OGM. Deux populations cibles ont été visées : les agriculteurs et les importateurs. La méthodologie a été basée sur une enquête CAP (Connaissance, Attitudes et Pratiques). IL s'agit d'une méthodologie basée sur l'interview et l'observation.

Un premier questionnaire concernait les importateurs et comportait trois grandes parties : connaissance, attitude et pratique et aussi l'identification de la société et la spécification de la production (matière, quantité, origine) ainsi sur l'existence d'un système qualité. La population de cette enquête comprenait 5 importateurs de matières premières enregistrés par le ministère de l'agriculture. 4 seulement ont été visités. Les résultats ces enquêtes ont montré que les importateurs sont en train de manipuler le maïs en grain susceptible d'être GM et peuvent par leurs pratiques engendrer une éventuelle dissémination involontaire des OGM. Ils sont d'autant plus confrontés dans leur comportement, qu'aucune exigence légale n'impose de prendre des précautions. Seul l'argument économique est connu, souligné et privilégié.

Un deuxième questionnaire concernait les agriculteurs et comportait : l'identification de la ferme, l'origine et la quantité des matières premières, les connaissances sur les OGM et les conditions du transport et d'hygiène. La population de cette enquête est composée de 12 agriculteurs désignés par les importateurs. 9 seulement ont été finalement visités (3 aviculteurs et 6 éleveurs de bétails). Les résultats cette enquête ont montré que les agriculteurs sont conscients de l'existence des OGM dans les matières premières qu'ils manipulent mais les connaissances restent peu précises quant à l'impact sanitaire et environnemental de leur utilisation. Concernant leurs attitudes, certains se posent peu de questions quant à l'introduction des OGM, tandis que d'autres évoquent la nécessité de les remplacer par d'autres non génétiquement modifiés. Au final et au niveau pratique aucune précaution n'est entreprise vis-à-vis d'une éventuelle dissémination accidentelle.

3-7 Etudes réalisées à l'échelle Universitaire (Projet de Fin d'étude, Mastère, Thèse)

→ *Mastère en Droit 2002 présentée par Mme Faiza Tellissi (Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis)*

Titre : L'encadrement juridique des risques biotechnologiques Un cadre juridique renforçant les capacités dans le but de sensibiliser et éduquer le public (Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis)

Dans ce rapport, l'auteur a souligné que Les enjeux des OGM sont souvent mal compris parce que les questions qu'elles soulèvent sont complexes et qu'elles font référence à différentes disciplines dans les domaines des sciences, du droit ou encore de l'économie. En Tunisie, ce sujet n'a fait l'objet d'aucun

véritable débat public sauf entre spécialistes et dans des cercles restreints. En fait, nous pouvons souligner un manque d'information presque total chez le commun des personnes^{87(*)}. L'auteur a posé une question qui est la suivante : L'Organisation de Défense des Consommateurs (ODC) a-t-elle un rôle à jouer pour l'information et l'éducation du public?

Cette question a été posée à maintes reprises lors de séminaires ou colloques (**Zarrouk, 2002**). L'ODC, organisation non gouvernementale, ayant pour mission d'assister, protéger, défendre les intérêts des consommateurs, ainsi que de les conseiller et les informer sur tout ce qui concerne leur sécurité et la bonne gestion de leurs ressources.

De même, celle-ci les représente à tous les niveaux et auprès de différentes instances. A travers des réunions publiques, des émissions radiophoniques, la télévision et la presse, l'ODC a menée des campagnes d'informations et de sensibilisation (**ODC, 2002**). Son action de sensibilisation devrait permettre de mettre en exergue les avantages d'utilisation des OGM tels que les bénéfices techniques et économiques qui peuvent être attendus par l'agriculture, la voie alternative à la lutte chimique pour la protection des plantes mais aussi les inconvénients potentiels pour l'environnement, la sécurité des aliments et la santé humaine et animale.

La finalité de cette démarche est que le citoyen consommateur une fois averti, trouve des réponses aux questions qu'il se pose, qu'elles soient d'intérêt environnemental, économique, social, éthique, politique ou religieux.

→ *Mastère de Mlle Mariam Daou sous la direction de Mr Tahar Najjar (INAT)*

Le sujet de cette mémoire a porté sur l'étude et l'enquête en collaboration avec l'ANCSEP (voir résultats enquête exploratoire ANCSEP)

3-8 Publications scientifiques et projets, rapport scientifique réalisés en Tunisie

→ *Publications scientifiques nationales et internationales*

Deux publications en langues françaises dans la revue « *Biofutur* » réalisées par le Dr Chaouachi Maher, une première en 2007 et dans laquelle il a évoqué que l'acceptation des OGM semble dépendre très fortement du continent et par là des habitudes alimentaires et culturelles. Pour simplifier, alors que dans certains pays « Food is fuel », d'autres considèrent que l'« on devient ce qu'on mange ». Selon **Frewer et al. (2004)**, le choix du produit est l'un des facteurs qui détermine cette acceptation. La majorité des travaux quant à l'acceptabilité des OGM repose sur des études d'opinion avec tous les biais que l'on connaît de ces approches. Les études d'attitude de consommation révèlent néanmoins des comportements plus nuancés.

Pour les pays d'Afrique et en prenant à titre illustratif le Maghreb, le consommateur ignore la présence des OGM dans le domaine agroalimentaire. Ce mouvement de refus découle de la médiatisation quant aux risques éventuels des OGMs et d'une perte de confiance envers les entreprises et les pouvoirs publics dans ce domaine, cristallisant diverses inquiétudes. Une deuxième publication bibliographique dans le même journal « Biofutur » a été réalisée en 2011 et dans lequel la question que l'auteur s'est posé se rapporte essentiellement aux risques éventuels de ces poissons Génétiquement Modifiés. Ces risques sont étroitement liés à la santé humaine, à la biodiversité des écosystèmes dans lesquels ces poissons GM seront dispersés et à la vie socioéconomique. Dans cette publication il n'a pas été évoqué ni la perception ni l'opinion public tunisien sur la question des risques liés aux poissons transgéniques.

→ *Enquête réalisée par: Ridha Abdmouleh, « Désordre écologique, désordre biologique et social / GMOs in Tunisia. », Anthropology of food [Online], Articles, Online since 28 April 2009, connection on 29 May 2014. URL : <http://aof.revues.org/5413>*

Une réflexion a été proposée lors d'une étude sur les OGM en Tunisie et a porté essentiellement sur les questions suivantes : Comprendre et d'analyser l'impact de la technologie biogénétique relative aux OGM sur la psychologie du public tunisien : quelles sont les raisons qui justifient ses attitudes à cet égard ? Quelles significations leurs accorde-t-il ? Comment réagit-il par rapport à ce phénomène ? Quels enjeux représentent les OGM pour lui ? Comment se conduit-il par rapport à la notion de risque alimentaire et écologique ? Comment va-t-il restructurer son champ psychologique à la lumière de l'émergence de ces nouvelles techniques et d'une façon générale par rapport à l'extension de la techno-science ?

Pour mener à bien cette recherche, une enquête (à partir de questionnaire) a été effectuée sur un échantillon constitué de 300 personnes, représentatif de la région de Sfax, selon les critères du sexe, de l'âge (15 ans et plus), de l'appartenance géographique. L'enquête s'est déroulée durant l'année 2003-2004. Elle est axée sur le rapport du public tunisien à l'environnement; les attitudes face aux produits génétiquement modifiés constituent l'un de ses aspects. Quant à la passation du questionnaire, elle s'est réalisée par la méthode du face à face.

Les résultats ont montré que sur l'ensemble du public interrogé, seuls 20% déclarent être en faveur des OGM, tandis que la majorité s'y oppose (57%). À noter que 23% des interviewés préfèrent ne pas se prononcer, soit parce qu'ils ignorent leur existence (18%), soit parce qu'ils n'ont pas encore d'opinion sur la question (environ 5%). Cette connaissance et cette attitude semblent être en partie fonction du niveau d'instruction. Ainsi, moins on est instruit, plus on a tendance à ignorer l'existence des OGM et plus on y est favorable. Inversement ce sont principalement les personnes disposant d'un assez bon niveau d'instruction et donc d'un capital culturel qui sont les mieux informées et les plus hostiles.

→ *Enquête réalisée par: Fethi Tebourski and Amel Ben Ammar –Elgaaied, J. of Biomedicine and Biotechnology, 2004)*

Cette enquête a été réalisée en interrogeant une population de 700 étudiants sur leurs opinions sur la Biotechnologie. Les principaux résultats ont montré que 61% refusent de consommer les OGMs (69% chez les filles et 53% chez les garçons) et plus particulièrement dans les sections littéraires (Philosophie et Sociologie) qui ont montré un refus total des OGMs (84%) contre 48% dans les sections scientifiques. De plus un manque d'information a été souligné chez les scientifiques qui ont répondu correctement aux questions (17%) contre 2% chez les littéraires.

3-9 Etude réalisée par l'ODC et l'Institut de Nutrition (BEP) : Source : <http://www.panapress.com/> (2003)

C'était dans le cadre d'un colloque à Tunis sur les organismes génétiquement modifiés. Des chercheurs et experts tunisiens et français se sont penchés cette semaine à Tunis sur la question de savoir si l'on doit ou non avoir peur des organismes génétiquement modifiés plus connus sous le sigle d'OGM. En Tunisie, une enquête faite par l'organisation tunisienne de la défense des consommateurs (ODC) a révélé que la problématique des OGM demeure méconnue chez une grande majorité des Tunisiens. Selon l'ODC, moins de 10% des personnes interrogées ont déjà entendu parler des OGM et moins de 5% en connaissent les domaines d'application. Une évolution des points de vue supposerait que divers facteurs contribuent à modifier la perception du bilan bénéfices/risques, bilan qui est actuellement jugé négatif en Europe.

3-10 Enquêtes et études réalisés par les associations scientifiques et celles impliquées dans le domaine de la Biotechnologie et de la Biosécurité

→ *L'Association de Développement Durable (ADD) en 2002 à Djerba et en collaboration avec BEDE (Bibliothèque d'Echanges de Documentation et d'Expériences à Montpellier) et avec le soutien des ONGs GRAIN (Espagne), du CCFD (France), d'Inf'OGM (France) et du Ministère tunisien de l'Agriculture de l'Environnement et des Ressources Hydrauliques. un atelier international de formation « Les OGM en question : est-il temps d'ouvrir un débat public ? ». Parmi les recommandations adoptées lors de cette rencontre :*

- Former et informer en intervenant dans l'éducation nationale, en lançant des campagnes de sensibilisation, en élaborant des supports pédagogiques.
- L'organisation de défense des consommateurs doit s'associer avec les ONG et intervenir dans l'information du public.

- Créer une cellule d'écoute de la société civile dans les Ministères concernés.
- Organiser des campagnes de formation et d'information à différents niveaux (éducation, médias, ONGs). Il a été mentionné que ces différentes activités entre autres qui concernent la réglementation et les analyses doivent se réaliser avec la participation incontournable de la société civile. Au final, aucune concrétisation et continuité a été noté depuis.

→ *L'Association Africaine de Microbiologie et d'Hygiène Alimentaire (AAMHA)* (<http://amssa-tunisie.org/>) a organisé en mars 2003 un colloque International: Les Organismes Génétiquement Modifiés Risques et enjeux mais il n'a pas été évoqué le thème de la communication sur la Biosécurité et les OGM et aucune enquête n'a été réalisé dans ce sujet.

→ *Symposium International «Biotech, Développement Durable et Souveraineté Alimentaire» Kairouan, Tunisie, 9-11 déc. 2005 (organisateurs : APNEK, MaB (Norvège), IPC-FS.)*

Les objectifs de ce symposium étaient :

- La contribution à la sensibilisation sur les implications et les dangers de la biotechnologie sur la souveraineté alimentaire, l'environnement et la développement durable ;
- La contribution à la prise de conscience sur l'importance de l'approche de précaution envers la biotechnologie et les OGM dans la perspective des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD);
- La promotion du dialogue et concertation entre la communauté scientifique, les organisations internationales et la société civile sur la biotechnologie comme outil pour le développement durable.

Les produits de ce symposium : il s'agit de la mise en place :

- D'une stratégie de Communication sur la Biotechnologie et la Souveraineté Alimentaire commune (société civile, médias et communauté scientifique), le produit final escompté étant un document à 2 sections / parties dessinant les grandes lignes d' (a) un cadre logique pour des actions d'information et de dissémination; et (b) un plan opérationnel qui guiderait les actions futures concertée comprenant un texte de base ('leading text') qui serait utile aux organisations et institutions dans leurs efforts de plaidoyer et,
- d'une Charte Internationale de Kairouan sur la Biotech et la Souveraineté Alimentaire qui servirait de plate-forme morale d'action de plaidoyer pour toutes les parties concernées : Société civile, médias et chercheurs.

→ *L'Association Maghrébine de la Sécurité Sanitaire des Aliments (AMSSA)* (<http://amssa-tunisie.org/>) a organisé un débat sur les OGM en octobre 2013 (Qu'en est t-il des OGM en Tunisie?) mais il n'a pas évoqué le thème de la communication sur la Biosécurité et les OGM et aucune enquête n'a été réalisé dans ce sujet.

→ Flehetna <http://www.flehetna.com/fr/rapports-journalistiques/articles-de-presse/3252-atelier-de-communication-sur-la-biotechnologie-moderne-et-la-biosecurite-agricole.html> (Atelier de communication sur la biotechnologie moderne et la biosécurité agricole)

Dakar a abrité mardi 19 août, un atelier de communication sur la biotechnologie moderne et la biosécurité agricole. Organisé par l'autorité nationale de biosécurité (Anb) en collaboration avec la fondation du Conseil international d'information sur l'alimentation (Ific) et le département américain de l'Agriculture (Usda). Cette rencontre qui réunit outre des décideurs politiques et régulateurs sénégalais, des représentants de neuf autres pays africains a pour objectif la définition et la mise en œuvre d'une démarche de communication adéquate pour la sensibilisation des consommateurs sur les avantages et les opportunités qu'offre l'utilisation de la biotechnologie moderne et de biosécurité agricole. Elle fait suite à l'atelier d'information et de sensibilisation sur la biosécurité et biotechnologie qui a réuni le 24 septembre 2013 des régulateurs parlementaires et des membres de la société civile en matière de biosécurité et de biotechnologie.

3-11 Medias tunisiens (presse écrite et électronique)

→ *Le journal tunisien : La presse : 15-11-2011; Auteur : Chokri Gharbi (Tunisie: Précautions contre les OGM)*

Dans cet article il a été mentionné que Les travaux de l'atelier régional africain de formation pour le renforcement des capacités des points focaux nationaux du Centre d'échange sur la biosécurité organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (Pnue) et le Fonds pour l'environnement mondial (Fem). Dans cet atelier les discussions ont porté sur les équipements des laboratoires à la Banque National des Gènes et aussi la préparation du cadre législatif. Aucune information n'a été évoquée sur la communication, la sensibilisation et l'éducation dans le domaine des OGM en Tunisie.

→ *Le journal tunisien : La presse : 01-05-2014 ; Auteur : Ali Trabelsi (Semences sélectionnées Le bon grain et l'ivraie !)*

Dans cet article il a été mentionné que dans notre pays, de tels produits dont la nocivité est avérée, on n'en parle presque jamais. C'est vrai que le souci de subvenir aux besoins alimentaires des Tunisiens prime sur toute autre considération, même si elle est d'ordre sanitaire. Mais il est aussi vrai que le coût en soins et médicaments pourrait être encore plus élevé si l'on imaginait quels genres de maladies pourraient engendrer l'usage de ces O.G.M. aussi bien pour l'homme que pour l'animal, sans compter leurs effets néfastes sur la qualité de notre sol, ainsi que sur la flore. Dans cet article aucune information relative à une communication, sensibilisation ou éducation sur les OGM en Tunisie.

→ *Journal électronique Le Quotidien: (lequotidien-tn.com)*

Article 1 *Auteur : Hassen Ghedri (Biotechnologie en Tunisie : Les OGM sous haut contrôle)*

L'auteur a mentionné qu'au moment où les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) font un grand bruit dans plusieurs pays du monde, seulement 4% des Tunisiens en ont entendu parler. Le chiffre a été annoncé hier par le docteur Khaled Zarrouk au cours de l'atelier de travail qui se déroule depuis jeudi au siège du ministère de l'Environnement et du développement durable. Médecin vétérinaire et chef de service à l'Institut National de Nutrition et des Technologies Alimentaires, le Dr Zarrouk qui est très connu pour son hostilité affichée aux OGM, a indiqué que l'enquête qui a permis d'obtenir ce pourcentage a ciblé un public composé aussi bien d'universitaires que de simples citoyens illettrés.

Article 2 *Auteur : Hassen Ghedri (Organismes génétiquement modifiés: Sont-ils déjà dans nos assiettes ?)*

En Tunisie, les OGM sont encore largement méconnus par les consommateurs. Cela n'a pas toutefois empêché le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de renforcer ses mécanismes de préservation de la biodiversité contre les risques potentiels liés aux OGM. C'est dans ce cadre qu'en 2000, la Tunisie a signé le protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et adopte en conséquence la loi n° 2002-58 du 25 juin 2002.

→ *Journal Le Temps Publié le 15 - 10 – 2010*

Titre : Pour ou contre les manipulations génétiques dans nos champs Biotechnologies et vulnérabilité de l'agriculture tunisienne aux changements climatiques

Des pommes de terre, des vignes et du blé transgéniques «made in Tunisia», dans les laboratoires-Réunis à l'occasion d'une journée scientifique, organisée hier à l'Institut National Agronomique de Tunisie (INAT), des experts tunisiens, suisses et américains ont plaidé pour l'utilisation judicieuse des biotechnologies pour réduire l'extrême vulnérabilité de l'agriculture tunisienne aux changements climatiques. Aucune étude ni enquête a été évoquée dans le domaine de la communication, la sensibilisation et l'éducation de la Biosécurité des OGM. Ces séminaires s'avèrent purement technique et analytique. Il a été évoqué aussi dans ce séminaire ce qui suit : 57% des Tunisiens sont anti-OGM.

Dans cet article il a été mentionné aussi que très peu d'études se sont intéressées aux connaissances et attitudes des Tunisiens vis-à-vis des OGM. Parmi les rares études réalisées à ce sujet figure une enquête sur la dimension sociale des aliments transgéniques en Tunisie menée en 2004 auprès d'un échantillon anarchique de 300 personnes. Il ressort de cette étude que 57% des Tunisiens s'opposent catégoriquement aux OGM. 23% des personnes interrogées ont préféré ne pas se prononcer sur les OGM soit parce qu'ils ignorent leur existence (18%), soit parce qu'ils n'ont pas encore d'opinion sur la question (5%). Il a été évoqué aussi que sur l'ensemble de l'échantillon interrogé, 20% seulement déclarent être en faveur des OGM. Les connaissances et les attitudes du public à ce sujet semblent, en

outre très liées au niveau d'instruction. Ainsi, moins on est instruit, plus on a tendance à ignorer l'existence des OGM et plus on y est favorable. Inversement, ce sont principalement les personnes disposant d'un assez bon niveau d'instruction qui sont les mieux informées et les plus hostiles aux manipulations génétiques des plantes.

→ *Nawaat* 2015 : <http://nawaat.org/portail/2015/02/27/l'alimentation-ogm-en-tunisie-un-poison-subliminal/>

Titre : L'alimentation OGM en Tunisie : « Un poison subliminal » :

En Tunisie, nous craignons l'invasion des OGM dans nos assiettes, dans nos marchés et même dans nos champs. Qui peut nous désavouer le libre-échange transgénique et ainsi à l'arrivée des OGM dans nos contrées ? Qui peut nous garantir notre souveraineté alimentaire ?

- OGM et opacité autour des informations

Dr Khaled Zarrouk dénonce : « *Les informations concernant les OGM semblent être enfermées dans l'enclos du non-dit* ». « *Actuellement, aucune information n'est disponible* », nous a confirmé Hazar Belli, Ingénieur Principal au sein du Ministère de l'Équipement et de l'Environnement.

Autant d'aliments importés, proviennent des pays producteurs et exportateurs des OGM. Ces produits peuvent être fabriqués avec du maïs, du soja ou de l'huile de palme génétiquement modifiés, ou encore des produits dérivés d'animaux nourris aux OGM.

Le professeur nutritionniste Khaled Zarrouk a mentionné que « *les OGM et les produits alimentaires dérivés d'OGM mis sur le marché, doivent naturellement être soumis à des conditions d'étiquetage et de traçabilité* », et qu' « *aujourd'hui on ne peut confirmer notre souveraineté alimentaire de base composée des céréales et des olives* ».

3-12 Stratégie et plan d'action national sur la Biosécurité en Tunisie

Il est proposé de concevoir un plan d'information-sensibilisation détaillé et spécifique pour chaque catégorie d'institution ou organisation cible.

Plan pour les institutions gouvernementales

Objectif : Informer et sensibiliser le personnel des ministères et particulièrement celui des services concernés sur les OGM et la biosécurité. Cela leur permettra de mieux communiquer et gérer les dossiers ayant un rapport avec les OGM et la biosécurité.

Public cible : Personnel des différents ministères en général et fonctionnaires en charge de la gestion de la biosécurité en particulier.

Type d'information : L'information devrait couvrir au moins les aspects suivants: Importance de la biodiversité dans le développement agricole durable, sécurité et souveraineté alimentaires,

biotechnologies modernes et OGM, avantages et inconvénients des OGM, les réglementations nationales et internationales sur les OGM, les moyens de contrôle et de gestion des risques liés aux OGM.

Modalité de mise en œuvre: documents et supports informatiques spécifiques, participation aux ateliers et séminaires thématiques, participation aux journées d'étude et d'information.

Plan pour les institutions parlementaires

Objectif: Informer et sensibiliser les députés, conseillers et membres des différentes institutions parlementaires sur les enjeux stratégiques et socio-économiques des biotechnologies modernes et des risques potentiels qu'elles peuvent générer. Cela leur permettra de prendre des décisions éclairées et objectives.

Public cible: Chambre des députés, conseil constitutionnel, conseil économique et social, conseil supérieur de la communication, cours des comptes.

Type d'information: Enjeux socio-économiques des biotechnologies modernes, risques potentiels des OGM et moyens de contrôle et de gestion de ces risques, réglementations nationales et internationales sur les OGM.

Modalité de mise en œuvre: Organisation de journées d'étude et d'information.

Plan pour les institutions d'appui publiques et privées

Objectif: Informer et sensibiliser le personnel des principales institutions d'appui sur les enjeux stratégiques et socio-économiques des biotechnologies modernes et sur les risques potentiels des OGM et les moyens de prévention et de contrôle. Cela leur permettra de mieux ajuster leurs stratégies et programmes d'appui au développement socio-économique du pays.

Public cible: APIA, API, Centres techniques, bureaux d'études, ...

Type d'information: Enjeux socio-économiques des biotechnologies modernes, impacts potentiels des OGM sur l'environnement et la santé, réglementations et normes de sécurité nationales et internationales en matière de gestion des OGM.

Modalité de mise en œuvre: participation aux ateliers et séminaires thématiques, participation aux journées d'étude et d'information, documents et supports informatiques spécifiques.

Plan pour les grands acteurs économiques et producteurs directs

Objectif: Informer et sensibiliser les responsables et personnel des principales entreprises utilisant ou produisant les produits des biotechnologies modernes sur les risques potentiels des OGM et les normes exigées pour la prévention de ces risques.

Public cible: les grandes entreprises, et exploitants agricoles, industriels agroalimentaires,...

Type d'information: Importance de la biodiversité nationale dans la protection de l'environnement et dans le développement durable, risques potentiels des OGM sur l'environnement et la santé, réglementations et normes de sécurité nationales et internationales.

Modalité de mise en œuvre: participation aux ateliers et séminaires thématiques, participation aux journées d'étude et d'information, brochures et guides simplifiés.

Plan pour les organisations syndicales et ONG

Objectif: Informer et sensibiliser le personnel des principales organisations syndicales et ONG sur les enjeux stratégiques et socio-économiques des biotechnologies modernes et sur les exigences de la sécurité alimentaire spécifiques à la Tunisie.

Public cible: associations de développement, associations environnementales, associations scientifiques, groupements d'agriculteurs...

Type d'information: Importance des ressources génétiques nationales dans la protection de l'environnement et le développement durable, enjeux scientifiques, stratégiques et socio-économiques des biotechnologies modernes, OGM et sécurité sanitaire et alimentaire.

Modalité de mise en œuvre : participation aux ateliers et séminaires thématiques, participation aux journées d'étude et d'information, brochures et guides simplifiés.

Plan pour la communauté scientifique

Objectif: Informer et sensibiliser tous les acteurs de la communauté scientifique tunisienne sur les différents aspects scientifiques et techniques de la manipulation des OGM et sur les risques potentiels pouvant en résulter.

Public cible: écoles primaires et secondaires, universités, centres de recherche,...

Type d'information: Rôle de la biodiversité dans la protection de l'environnement et dans le développement durable, avantages et inconvénients des biotechnologies modernes sur les plans scientifiques, techniques, environnementaux et socio-économiques, moyens techniques de prévention et de gestion des risques liés aux OGM.

Modalité de mise en œuvre_: programmes scolaires et universitaires, ateliers et séminaires spécialisés.

Plan pour le grand public

Objectif: Informer et sensibiliser le citoyen ordinaire sur les enjeux autour de l'importance de la protection de notre biodiversité pour satisfaire les exigences de développement durable d'une part et du recours éventuel à l'utilisation réglementée des produits des biotechnologies modernes pour satisfaire les exigences de sécurité alimentaires d'autre part.

Public cible: toutes les couches sociales du peuple tunisien.

Type d'information: L'information devrait porter sur l'importance de la biodiversité nationale dans la protection de l'environnement et dans le développement durable, les avantages et inconvénients des biotechnologies modernes sur tous les plans ainsi que sur les moyens techniques de prévention et de gestion des risques potentiels.

Modalité de mise en œuvre : La presse écrite en arabe et en français (articles scientifiques et de vulgarisation, bandes dessinées, ...), médias audiovisuels (chaînes de télévision et de radio nationales, publiques et privées: émissions, débats et les campagnes d'information et de vulgarisation impliquant scientifiques multidisciplinaires, décideurs politiques, professionnels, consommateurs, représentants d'ONG, avec encadrement assuré par des journalistes scientifiques spécialisés...), Internet (création d'un site fournissant des informations détaillées et pratiques sur les OGM).

4- Conclusion générale

L'introduction des OGM dans l'environnement et la commercialisation des aliments transgéniques ont déclenché un débat public dans de nombreuses régions du monde. Ce débat va vraisemblablement se poursuivre, probablement dans le cadre plus large d'autres utilisations des biotechnologies (en médecine par exemple) et de leurs conséquences pour les sociétés. Même si les questions discutées sont en général très semblables (coût, avantages, sécurité), les débats aboutissent à des conclusions qui diffèrent d'un pays à l'autre. En effet, le sentiment public à l'égard de la biotechnologie, et en particulier à l'égard du génie génétique, est à la fois complexe et nuancé. On ne dispose à ce jour sur le sujet que d'un fonds relativement limité de recherches d'envergure internationale se prêtant aux comparaisons; toutefois, les résultats dont on dispose révèlent des différences marquées entre les régions et au sein même de ces dernières. En règle générale, les habitants de pays moins favorisés sont plus enclins à convenir que les avantages de la biotechnologie agricole l'emportent sur les risques, qu'elle leur sera donc profitable et qu'elle est moralement acceptable. Les habitants des continents américain et asiatique sont beaucoup plus optimistes, quant à l'avenir de la biotechnologie, que les Africains et les Européens. Il s'agit là de grandes lignes qui souffrent bien des exceptions, et, à l'évidence, les attitudes à l'égard de la biotechnologie sont influencées par de nombreux facteurs. Rares sont les répondants qui expriment à l'égard de la biotechnologie soit un soutien sans réserve, soit un rejet total. La plupart des personnes interrogées cherchent à établir des distinctions nuancées entre les techniques et les applications, en s'appuyant sur un ensemble complexe de considérations. Ces dernières comprennent notamment la perception de l'utilité de l'innovation, son potentiel nocif ou bienfaisant pour les êtres humains, les animaux et l'environnement, ainsi que son acceptabilité aux plans moral et éthique. Partout dans le monde, les populations acceptent plus volontiers les applications médicales que les applications agricoles, et tolèrent mieux ces dernières lorsqu'elles concernent les végétaux plutôt que les animaux. Les répondants sont mieux disposés à l'égard des innovations porteuses d'avantages tangibles pour les consommateurs ou l'environnement, relativement à celles qui visent à améliorer la productivité agricole. Ces distinctions subtiles donnent à penser que les attitudes du public à l'égard de la biotechnologie agricole évolueront à mesure que seront mises au point de nouvelles applications et que l'on obtiendra davantage d'informations fiables sur l'impact socioéconomique et environnemental et sur la sécurité sanitaire des aliments. Il convient en outre de recueillir davantage de données comparables à l'échelle internationale afin de cerner l'ensemble multidimensionnel de facteurs qui influencent l'opinion et de comprendre la manière dont elle évolue.

D'un autre côté, une pression permanente exercée via les ONG et les mouvements anti-OGM* ont contribué à l'installation du climat de doute chez la majorité des citoyens européens.

Les actions anti-OGM menées par les ONG se résument essentiellement par : des manifestations, des campagnes de sensibilisation, des pétitions, des sondages, des fauchages de champs d'expérimentations. Pour la mise en œuvre de ces actions les ONG ont utilisé les médias, l'internet (réseaux sociaux, blog et sites web), différents supports comme des pins, des affiches....etc

L'expérience du monde occidental dans le domaine de la Biosécurité des OGM laisse les pays en voie de développements dans une situation perplexe vu les débats et les controverses chez les différents populations de ces pays ainsi que chez la communauté scientifique.

En Tunisie, la mise en place d'un plan d'action et d'une stratégie nationale dans le cadre de la biosécurité et la prévention des risques biotechnologiques a permis la planification d'un plan de communication. En effet si on analyse les différentes documentations en Tunisie, on conclut qu'il existe un manque d'information et un mouvement de refus non fondé qui découle de la médiatisation nationale ou internationale quant aux risques éventuels des OGMs et d'une perte de confiance envers les entreprises et les pouvoirs publics dans ce domaine, cristallisant diverses inquiétudes. C'est dans cette optique que le plan de communication sur la Biosécurité des OGMs viendra pour informer, sensibiliser et éduquer les consommateurs et les acteurs clés de la Biosécurité. Ce plan de communication serait une pièce maitresse dans l'adoption de la loi relative à la Biosécurité.

* Exemples de sites internet d'ONG anti-OGM :

www.viacampesina.org/fr/
www.greenpeace.org/
www.avaaz.org/fr/
www.infogm.org
<http://www.TERRESACREE.ORG/OGMRESIS.HTM>
<http://www.VISUELS-ANTI-OGM.FR/>
<http://www.GRAIN.ORG/>
<http://www.COMBAT-MONSANTO.ORG/>
<http://www.OGMDANGERS.ORG/>

5- Références bibliographiques

- **Birner, R.** and G. Alcaraz. (2004). Policy dialogues on genetically modified crops in Europe: Insights for African policy dialogues on biotechnology. Second session of the African Policy Dialogues on Biotechnology, Harare, Zimbabwe, 20-21 September 2004.
- **Catalogage à la source: Bibliothèque de l'OMS.** Biotechnologie alimentaire moderne, santé et développement: étude à partir d'exemples concrets. 1.Aliment génétiquement modifié 2.Production alimentaire 3.Biotechnologie 4.Santé publique 5.Evaluation risque 6.Revue de la littérature I.Organisation mondiale de la Santé. ISBN 92 4 259305 2 (Classification NLM: WA 695)
- **Gaskell, George** and Bauer, M. and Allum, N. C. and Durant, J. (1999) Worlds apart?: the reception of genetically modified foods in Europe and the United States *Science*, 285 (5426). 384-386. ISSN 0036-8075
- **Gaskell.G** (2000) Agricultural biotechnology and public attitudes in the European Union. *Agbioforum*, 3 (2-3). 87-96. ISSN 1522-936X.
- **Haslberger. A** (2001) GMO contamination of seeds. *Nature Biotechnology* 19, 613 (1 July 2001) doi:10.1038/90201.
- **Marris. C** (2001) Public views on GMOs: deconstructing the myths Stakeholders in the GMO debate often describe public opinion as irrational. But do they really understand the public? *EMBO Rep.* 2001 Jul 7; 2(7): 545–548.
- **Rapport FAO** La situation Mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (2004) Collection FAO Agriculture N°35 (ISBN 92-5-205079-5).
- **Ridha Abdmouleh**, « Désordre écologique, désordre biologique et social / GMOs in Tunisia. », *Anthropology of food* [Online], Articles, Online since 28 April 2009, connection on 29 May 2014. URL : <http://aof.revues.org/5413>
- **Tebourski F** and Ben Ammar-Elgaaied A. (2004) The Developing Country Reactions to Biomedical Techniques and Plant Biotechnology: The Tunisian Experience *J Biomed Biotechnol.* 2004 Jul 29; (3): 124–129. doi: 10.1155/S1110724304401053
- **Frewer L**, Lassen J, Kettlitz B, Scholderer J, Beekman V, Berdal KG (2004) Societal aspects of genetically modified foods. *Food Chem Toxicol.* Jul; 42(7):1181-93.

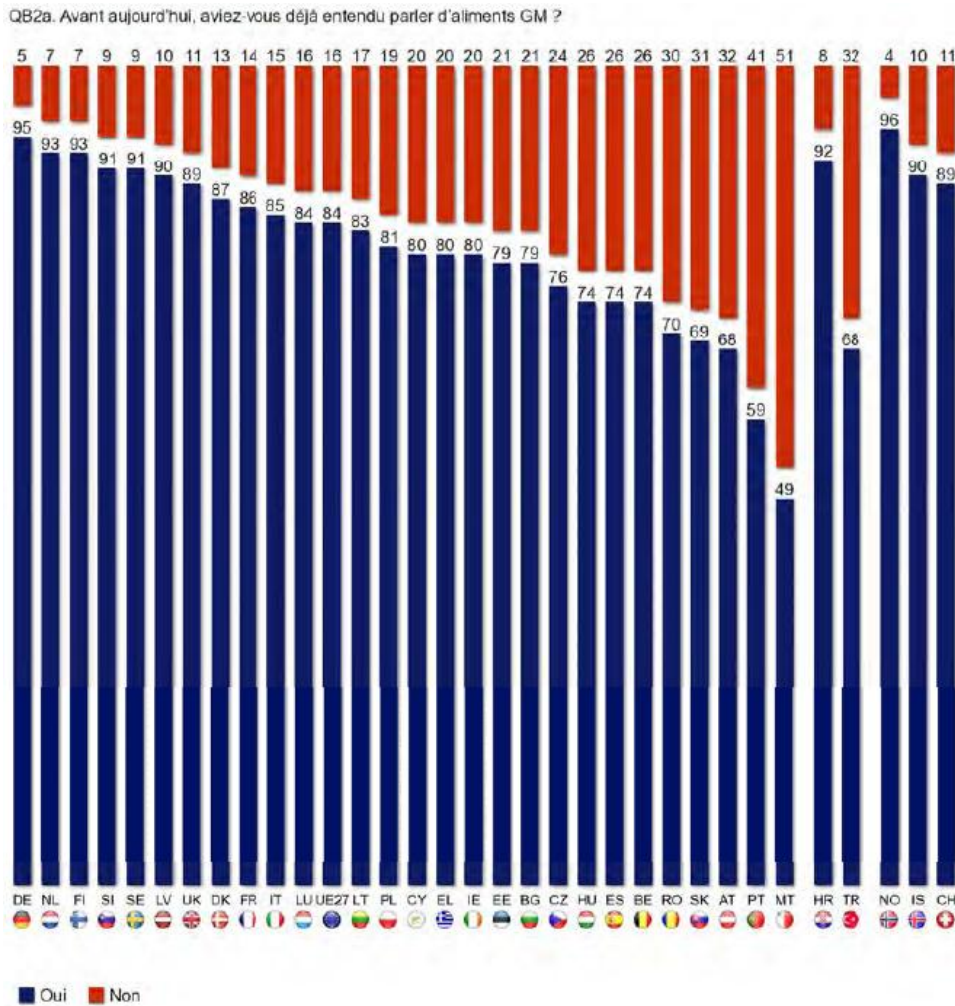
6- ANNEXES

Annexe1: Enquête détaillée sur les OGMs en Europe

(Source : Eurobaromètre 73.1 : ETUDE REALISEE PAR TNS OPINION & SOCIAL A LA DEMANDE DE LA DIRECTION GENERALE DE LA RECHERCHE COORDONNEE PAR LA DIRECTION GENERALE COMMUNICATION : Commission européenne)



Notoriété des aliments génétiquement modifiés – Notoriété importante

Une large majorité d'Européens, 84% au niveau de l'UE27, a entendu parler des aliments génétiquement modifiés. Seuls 16% d'entre eux n'en ont jamais entendu parler. Le graphique présenté ci-dessous illustre les variations d'un pays à l'autre. La Norvège est l'État qui enregistre le plus grand nombre de répondants ayant entendu parler des aliments génétiquement modifiés (96%), devant l'Allemagne (95%), puis la Finlande et les Pays-Bas (93% dans les deux pays). À l'opposé, Malte est le seul pays où moins de la moitié des citoyens (49%) ont entendu parler des aliments génétiquement modifiés. Le Portugal (59%), la Turquie et l'Autriche (68%), la Slovaquie (69%), la Roumanie (70%), la Hongrie, l'Espagne et la Belgique (74% dans les trois pays) sont les seuls autres pays où moins des trois quarts des répondants ont entendu parler des aliments génétiquement modifiés (Figure ci-dessous).



L'examen des données sociodémographiques montre, comme l'illustre le tableau ci dessous, que les cadres sont, à 96%, les plus susceptibles d'avoir entendu parler des aliments génétiquement modifiés. Ceux qui considèrent être en haut de l'échelle sociale (89%), les utilisateurs quotidiens d'internet (90%) et ceux qui ont une formation scientifique (89%) sont également plus susceptibles que la moyenne d'avoir entendu parler des aliments génétiquement modifiés.

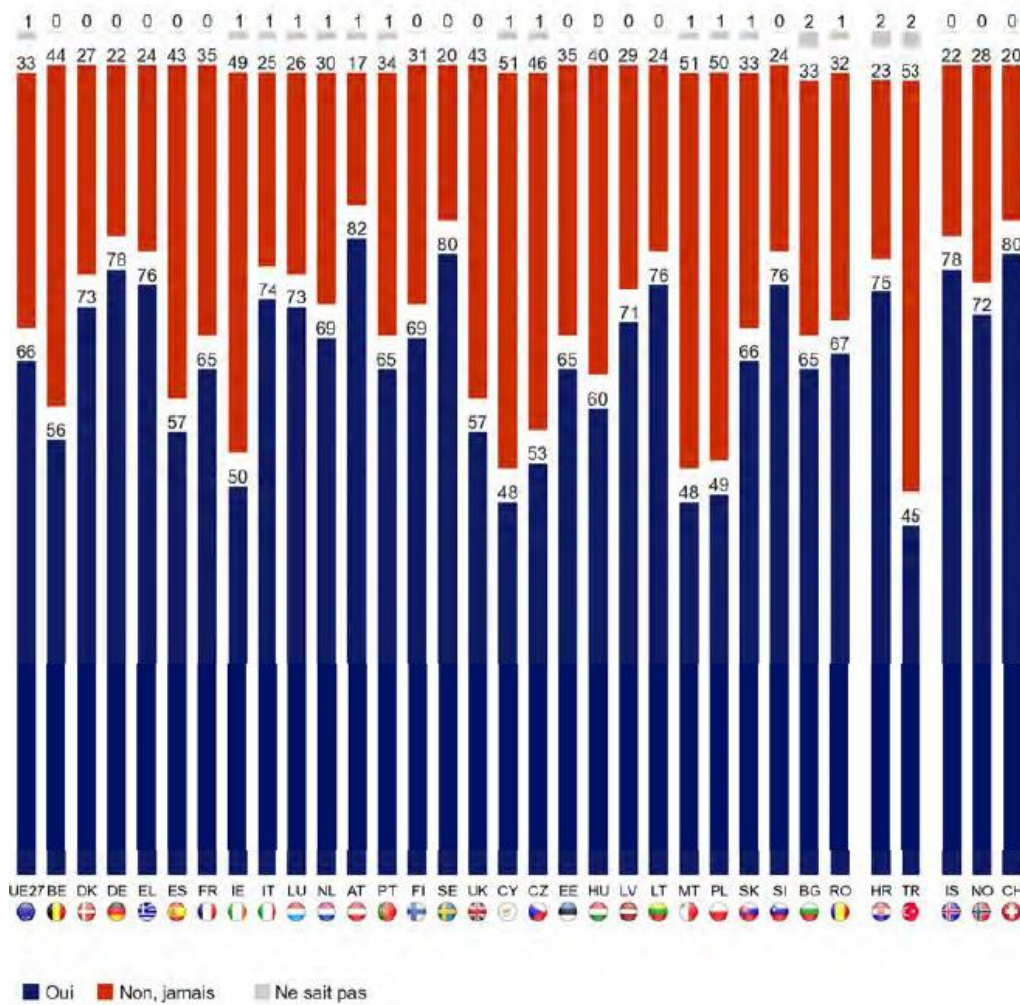
QB2a Avant aujourd'hui, aviez-vous déjà entendu parler d'aliments GM ? (SI 'SPLIT A')

	Oui	Non
UE27	84%	16%
Age		
 15-24	80%	20%
25-39	85%	15%
40-54	87%	13%
55 +	81%	19%
Profession de l'interviewé		
 Indépendants	89%	11%
Cadres	96%	4%
Autres employés	89%	11%
Ouvriers	84%	16%
Hommes/ femmes au foyer	73%	27%
Chômeurs	76%	24%
Retraités	79%	21%
Etudiants	85%	15%
Utilisation Internet		
Tous les jours	90%	10%
Souvent/ Parfois	86%	14%
Jamais	75%	25%
Autopositionnement sur l'échelle sociale		
Bas (1-4)	76%	24%
Moyen (5-6)	85%	15%
Haut (7-10)	89%	11%
Etudes en sciences/ technologies...		
Oui	89%	11%
Non	78%	22%

Les répondants qui ont entendu parler des aliments génétiquement modifiés ont été interrogés pour savoir s'ils avaient déjà abordé la question des aliments génétiquement modifiés avec d'autres personnes¹⁴. En moyenne, au niveau de l'UE27, les deux tiers de ces répondants avaient déjà abordé la question des aliments génétiquement modifiés auparavant. Le graphique ci-dessous montre que ces chiffres varient de 45% en Turquie à 82% en Autriche.

QB3a.1. Avez-vous déjà ... ?

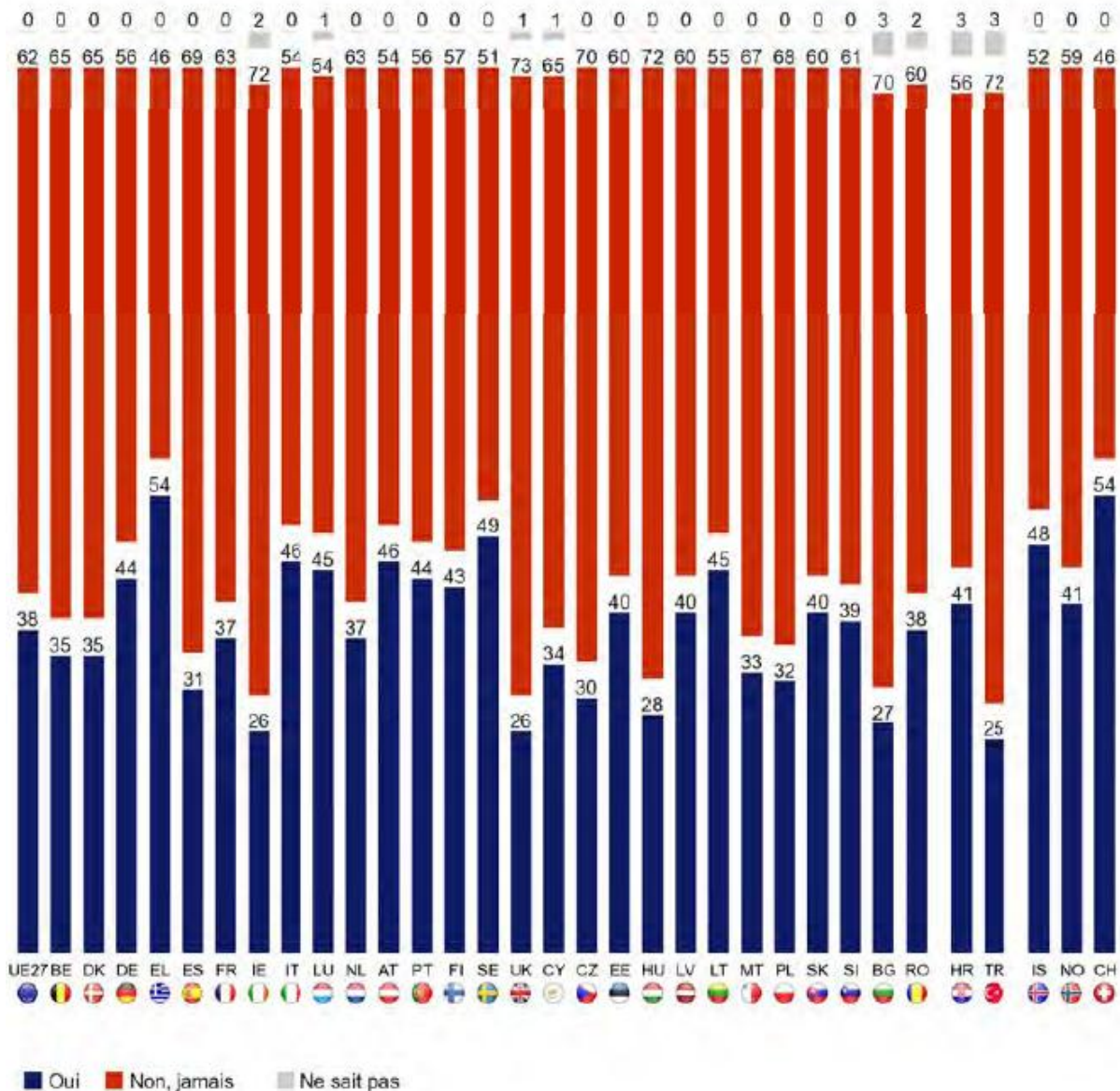
Abordé la question des aliments GM avec quelqu'un avant aujourd'hui



L'examen des variables sociodémographiques montre que les cadres (82%) sont les plus susceptibles d'avoir déjà discuté de la question des aliments génétiquement modifiés. Il en va de même pour ceux qui utilisent plus fréquemment internet, qui se situent à un niveau élevé de l'échelle sociale ou qui ont une formation scientifique. Les questions supplémentaires posées aux répondants ayant déjà entendu parler des aliments génétiquement modifiés ont pour but de savoir s'ils ont déjà personnellement et activement cherché des informations sur le sujet¹⁵. Le tableau ci-dessous montre qu'en moyenne, seuls 38% des Européens ont recherché des informations. En ce qui concerne le niveau national, seuls deux pays affichent un nombre de répondants ayant recherché des informations supérieur à celui des répondants qui n'en ont pas recherché : en Grèce et en Suisse, 54% des répondants y avaient recherché des informations sur les aliments génétiquement modifiés pour 46% qui n'en avaient pas fait autant.

QB3a.2. Avez-vous déjà ... ?

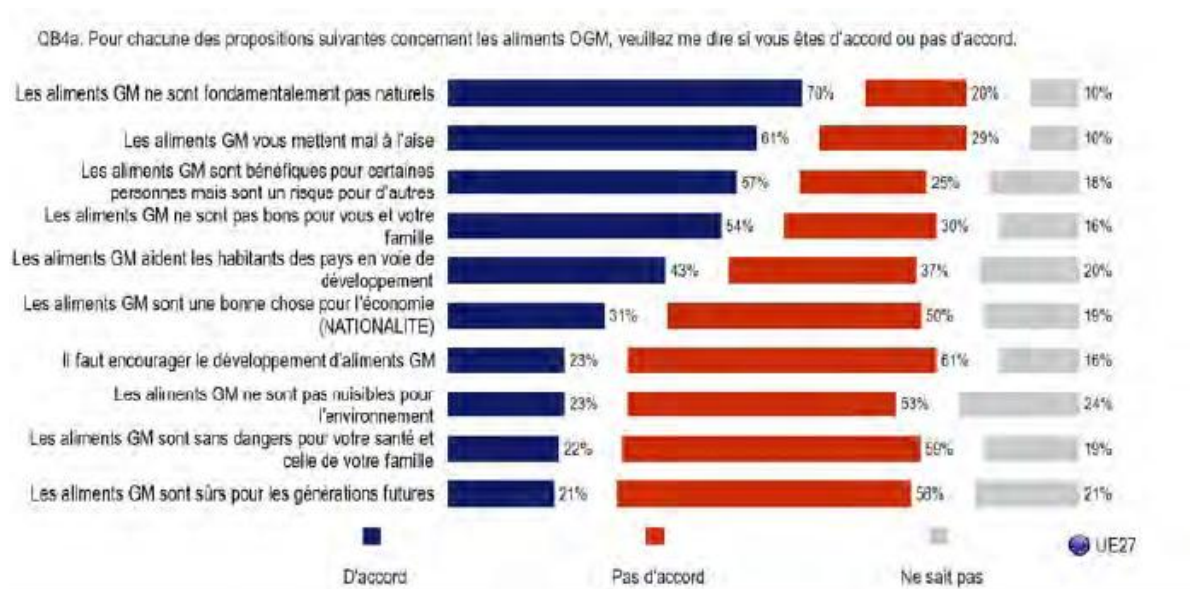
Cherché des informations sur les aliments GM



Les variables sociodémographiques montrent que les cadres (56%) sont plus susceptibles que les autres catégories de rechercher des informations au sujet des aliments génétiquement modifiés. Les plus jeunes, ceux qui ont étudié le plus longtemps à plein-temps, ceux qui se disent de gauche et les utilisateurs fréquents d'internet sont également plus susceptibles de rechercher ces informations. Le fait d'avoir une formation scientifique influence fortement les résultats : 45% de ceux qui ont une formation scientifique ont recherché des informations au sujet des aliments génétiquement modifiés, pour 28% seulement de ceux qui n'ont pas ce type de formation.

Attitudes à l'égard des aliments génétiquement modifiés

L'attitude des Européens à l'égard des aliments génétiquement modifiés (GM) a été examinée en demandant aux répondants s'ils sont d'accord ou non avec une série d'affirmations: L'étude met en évidence une suspicion générale du public européen à l'égard des aliments GM. Une importante proportion, soit 70%, sont d'accord pour dire que les aliments GM ne sont fondamentalement pas naturels. En effet, 61% des Européens s'accordent à dire que les aliments GM les mettent mal à l'aise. De plus, ils sont une majorité à marquer leur désaccord sur plusieurs affirmations : 61% estiment qu'il ne faut pas encourager le développement d'aliments GM, 59% que les aliments GM ne sont pas sans danger pour leur famille, et 58% que les aliments GM ne sont pas sûrs pour les générations futures.

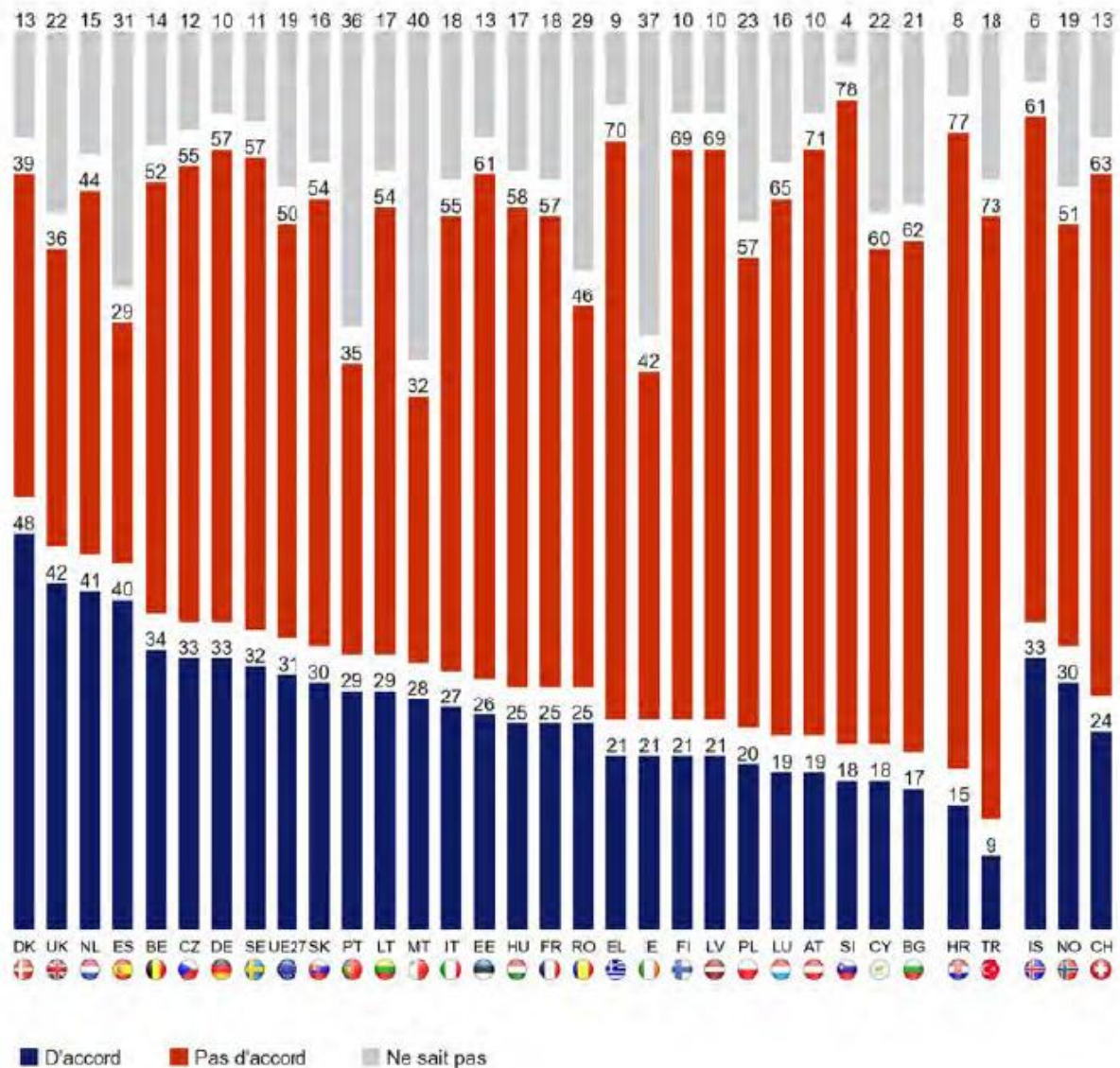


– Moins d'un tiers des répondants pense que les aliments GM sont une bonne chose pour l'économie –

Le graphique ci-dessous montre, qu'en moyenne, 50% des Européens ne pensent pas que les aliments GM soient une bonne chose pour leur économie nationale. Les répondants en Slovaquie (78%) et en Croatie (77%) affichent les taux de désaccord les plus élevés à l'égard de cette affirmation. À l'opposé, les répondants en Espagne sont les plus enclins à être d'accord, avec seulement 29% qui rejettent cette affirmation et 40% des répondants qui se disent d'accord. Seuls deux autres États enregistrent un taux d'accord supérieur au taux de désaccord : le Danemark, avec 39% de désaccord et 48% d'accord et le Royaume-Uni, avec 36% de désaccord et 43% d'accord. Il n'est aucun État où les répondants sont plus de la moitié à être d'accord avec l'affirmation selon laquelle les aliments GM sont une bonne chose pour l'économie nationale.

QB4a.1. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Les aliments GM sont une bonne chose pour l'économie (NATIONALITE)



L'examen des variables sociodémographiques montre que ceux qui connaissent l'existence des aliments GM sont plus susceptibles de ne pas être d'accord (53%) avec l'affirmation selon laquelle les aliments GM sont une bonne chose pour l'économie nationale, que ceux qui ne les connaissent pas (37%). En effet, 33% de ceux qui connaissent l'existence de ces aliments sont d'accord avec cette affirmation, contre 20% de ceux qui n'en ont pas connaissance.

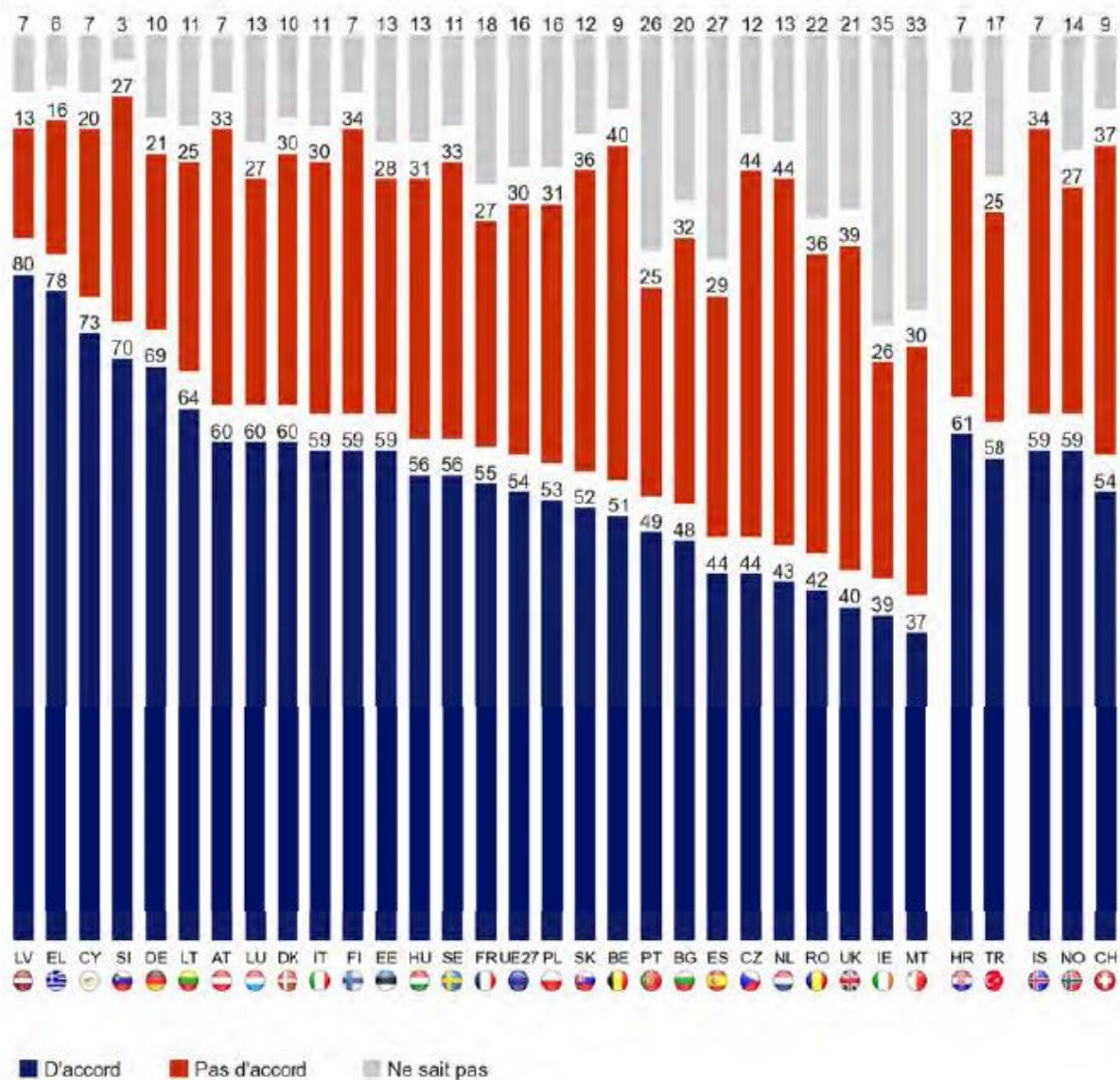
Si l'on se penche sur l'incidence de la religion sur les attitudes des Européens, l'étude montre que ceux qui croient en Dieu sont moins nombreux à être d'accord (27%) que ceux qui croient en une forme spirituelle supérieure (35%) ou que les non-croyants (36%).

– La majorité des Européens pense que les aliments GM ne sont pas bons pour eux –

En moyenne, une majorité de 54% des Européens est d'accord pour dire que les aliments GM ne sont **pas** bons pour eux et pour leur famille. Les variations nationales sont considérables puisque 80% des répondants de Lettonie et 78% de Grèce s'accordent à dire que les aliments GM ne sont **pas** bons, tandis qu'ils ne sont que 37% à partager cette opinion à Malte, 39% en Irlande et 40% au Royaume-Uni. Une proportion élevée de répondants en Irlande (35%) et à Malte (33%) donne la réponse « ne sait pas ». L'opinion publique est divisée aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en République tchèque.

QB4a.2. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Les aliments GM ne sont pas bons pour vous et votre famille



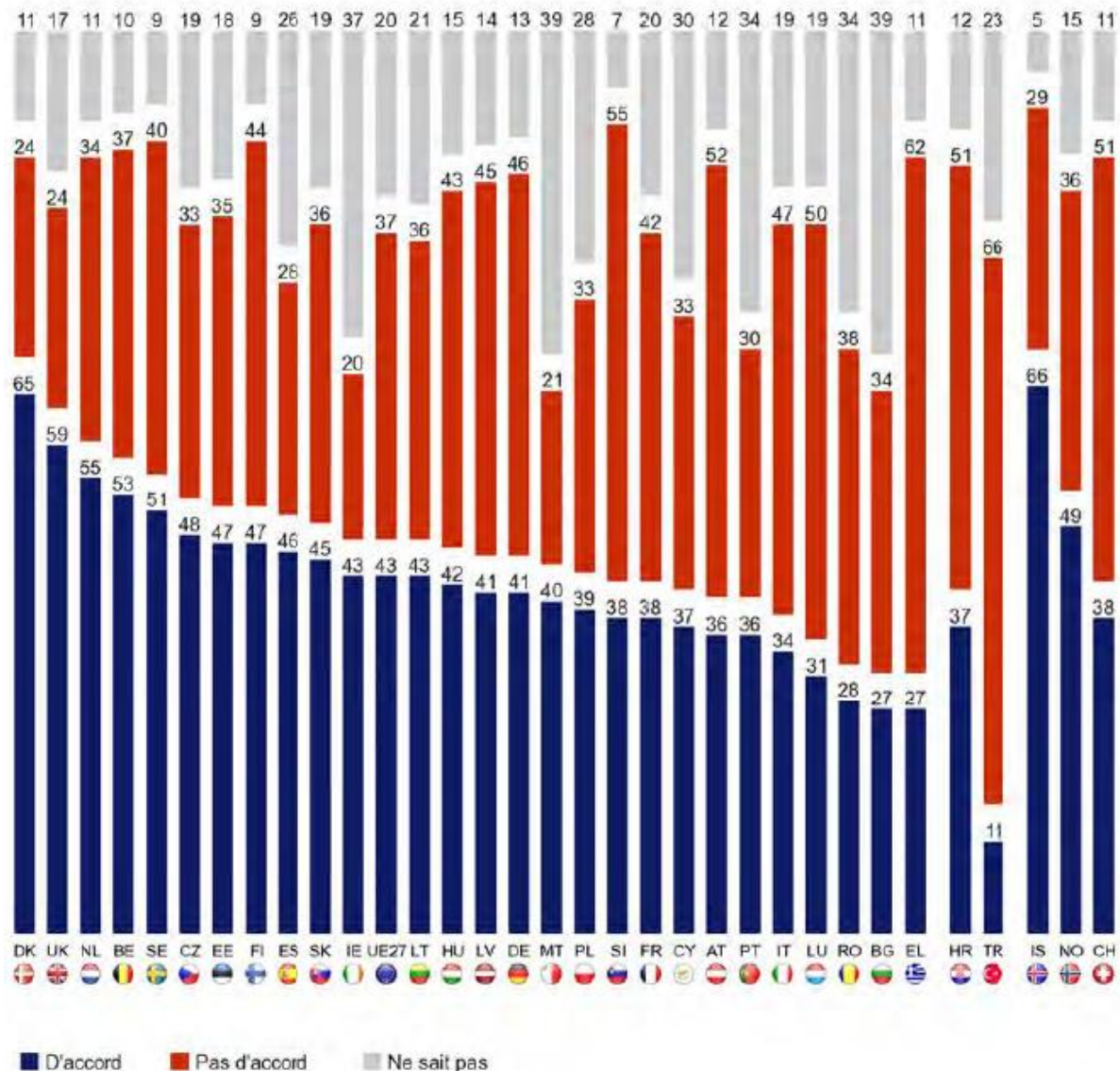
L'examen des données sociodémographiques ne révèle que très peu de variations. Une fois de plus, le niveau de connaissance des aliments GM constitue un facteur d'influence majeur des attitudes, puisque ceux qui en ont entendu parler (57%) sont plus susceptibles d'être d'accord avec cette affirmation que les autres (35%).

– Deux répondants sur cinq sont d'accord pour dire que les aliments GM aident les habitants des pays en voie de développement –

En moyenne, 43% des répondants sont d'accord pour dire que les aliments GM aident les habitants des pays en voie de développement, tandis qu'ils sont 37% à exprimer l'opinion inverse. De plus, une proportion élevée (20%) d'Européens est incapable d'exprimer une opinion. Le taux d'accord le plus élevé se situe en Islande (66%) et au Danemark (65%). À l'inverse, nous constatons un taux de désaccord élevé en Turquie (66%) et en Grèce (62%). À Malte et en Grèce (39% dans les deux pays), près de deux répondants sur cinq n'expriment pas d'opinion sur le sujet.

QB4a.3. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Les aliments GM aident les habitants des pays en voie de développement



– La majorité des Européens a le sentiment que les aliments GM ne sont pas sûrs pour les générations futures –

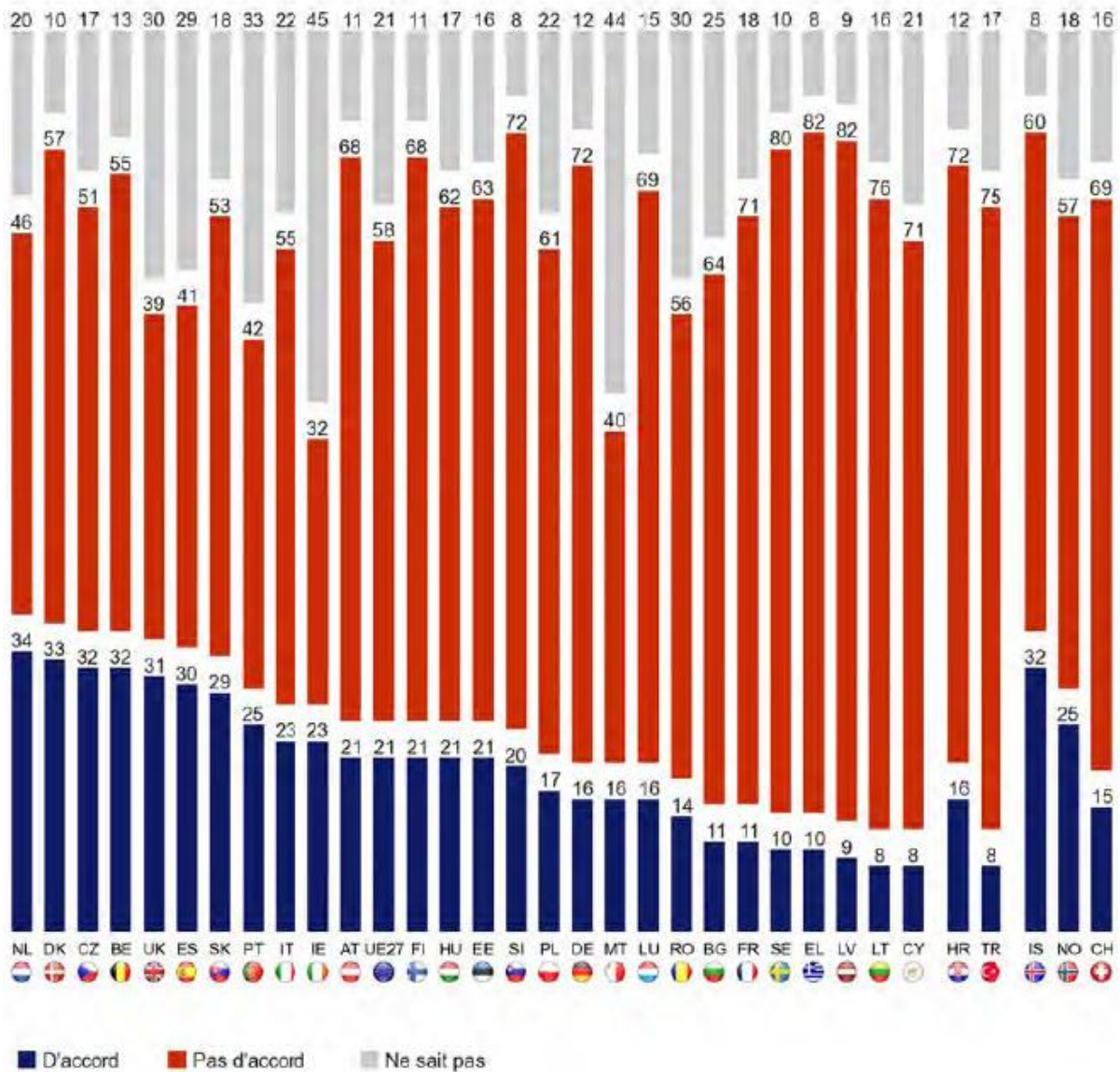
Nous constatons une préoccupation générale chez les citoyens européens à l'égard des aliments GM. Une majorité de 58% des Européens n'est pas d'accord pour dire que les aliments GM sont sûrs pour les générations futures, contre 21% seulement qui sont d'accord avec cette affirmation. Une égale proportion (21%) de répondants est incapable de se prononcer sur ce sujet. Si l'on se penche sur les différences nationales, le graphique ci-dessous montre que les pays où plus des trois quarts des répondants ne sont pas d'accord avec cette

affirmation sont la Grèce et la Lettonie (82%), la Suède (80%), la Lituanie (76%) et la Turquie (75%).

Les Pays-Bas, à 34%, et le Danemark, à 33%, sont les seuls pays dont un tiers des répondants ou plus affirme que les aliments GM sont sûrs pour les générations futures. La moyenne européenne de 21% de réponses « ne sait pas » inclut quelques taux nationaux élevés : en Irlande (45%), à Malte (44%) et au Portugal (33%), plus d'un tiers des sondés n'a pas d'opinion.

QB4a.4. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Les aliments GM sont sûrs pour les générations futures



L'analyse sociodémographique révèle que certains groupes sont plus susceptibles que d'autres de ne pas être d'accord avec cette affirmation. Les répondants d'opinion politique de gauche et les cadres (64% dans les deux cas), ceux qui ont connaissance de l'existence des aliments GM et les utilisateurs quotidiens d'internet (61% dans les deux cas) sont les plus susceptibles de ne pas être d'accord sur le fait que aliments GM sont sûrs pour les générations futures.

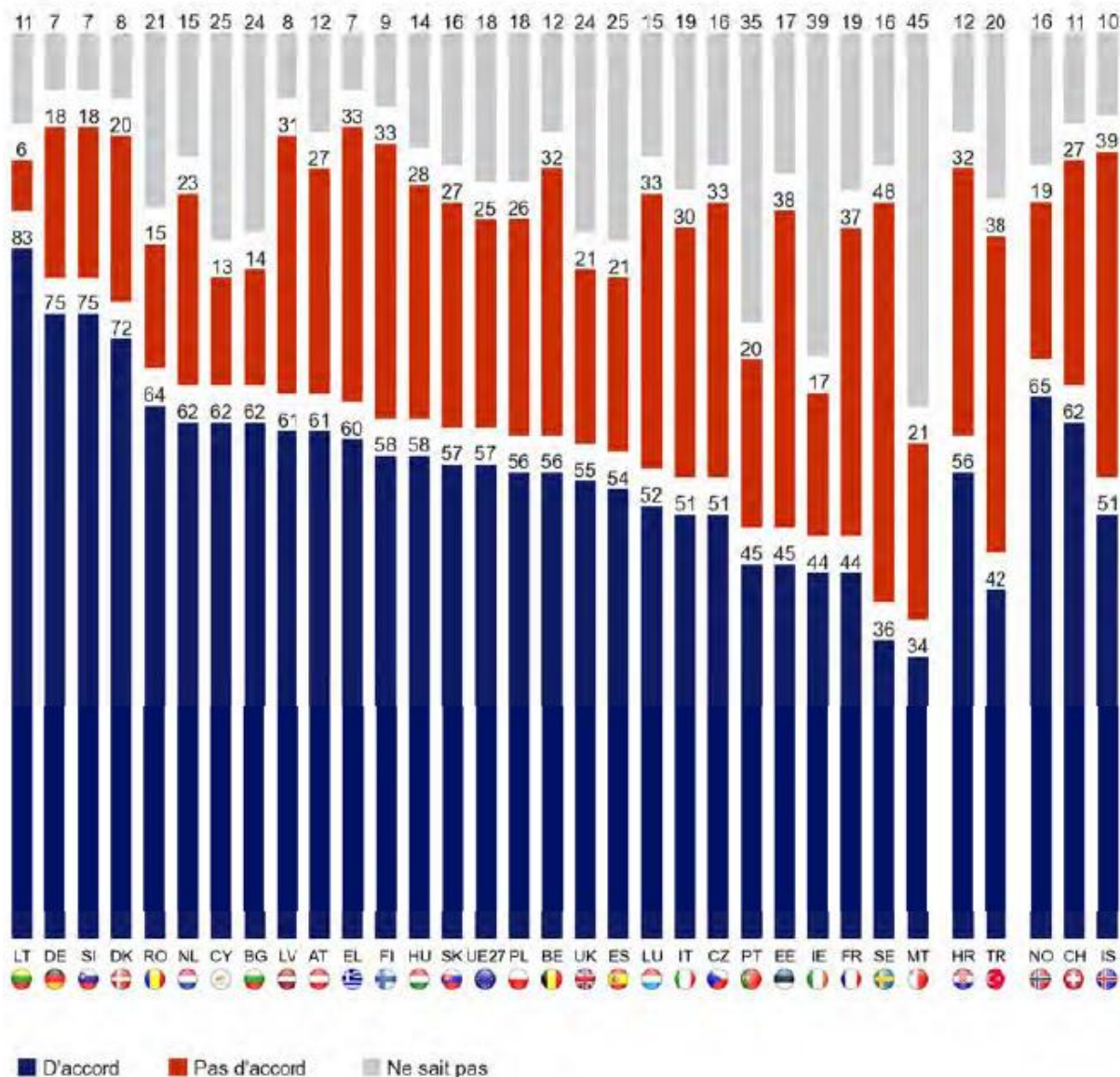
– Une majorité de répondants estime que les aliments GM sont bénéfiques pour certaines personnes mais sont un risque pour d'autres –

La préoccupation des répondants Européens au sujet des aliments GM se manifeste également dans les résultats suivants : une majorité de 57% est d'accord pour dire que les aliments GM sont bénéfiques pour certaines personnes mais sont un risque pour d'autres. Seuls 25% des personnes

interrogées ne sont pas d'accord avec cette affirmation. Le graphique ci-dessous montre que la Lituanie (83%), l'Allemagne et la Slovaquie (75% dans les deux pays), sont les pays où plus des trois quarts des répondants marquent leur accord sur le sujet. À l'opposé, le Portugal et l'Estonie (45%), l'Irlande et la France (44%), La Turquie (42%), la Suède (36%) et Malte (34%) sont les pays où moins de la moitié des répondants se dit d'accord avec cette affirmation. Les taux de désaccord sont également plus élevés dans ces pays. Il est toutefois impossible d'en déduire que les répondants estiment que les bénéfiques sont moins élevés et / ou qu'il y a moins de risques pour d'autres. Quoi qu'il en soit, la Suède est le seul pays où le nombre de répondants d'accord avec cette affirmation est plus faible que le nombre de ceux qui ne sont pas d'accord (36% contre 48%). Dans tous les autres pays, les répondants d'accord avec cette affirmation sont plus nombreux.

QB4a.5. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Les aliments GM sont bénéfiques pour certaines personnes mais sont un risque pour d'autres

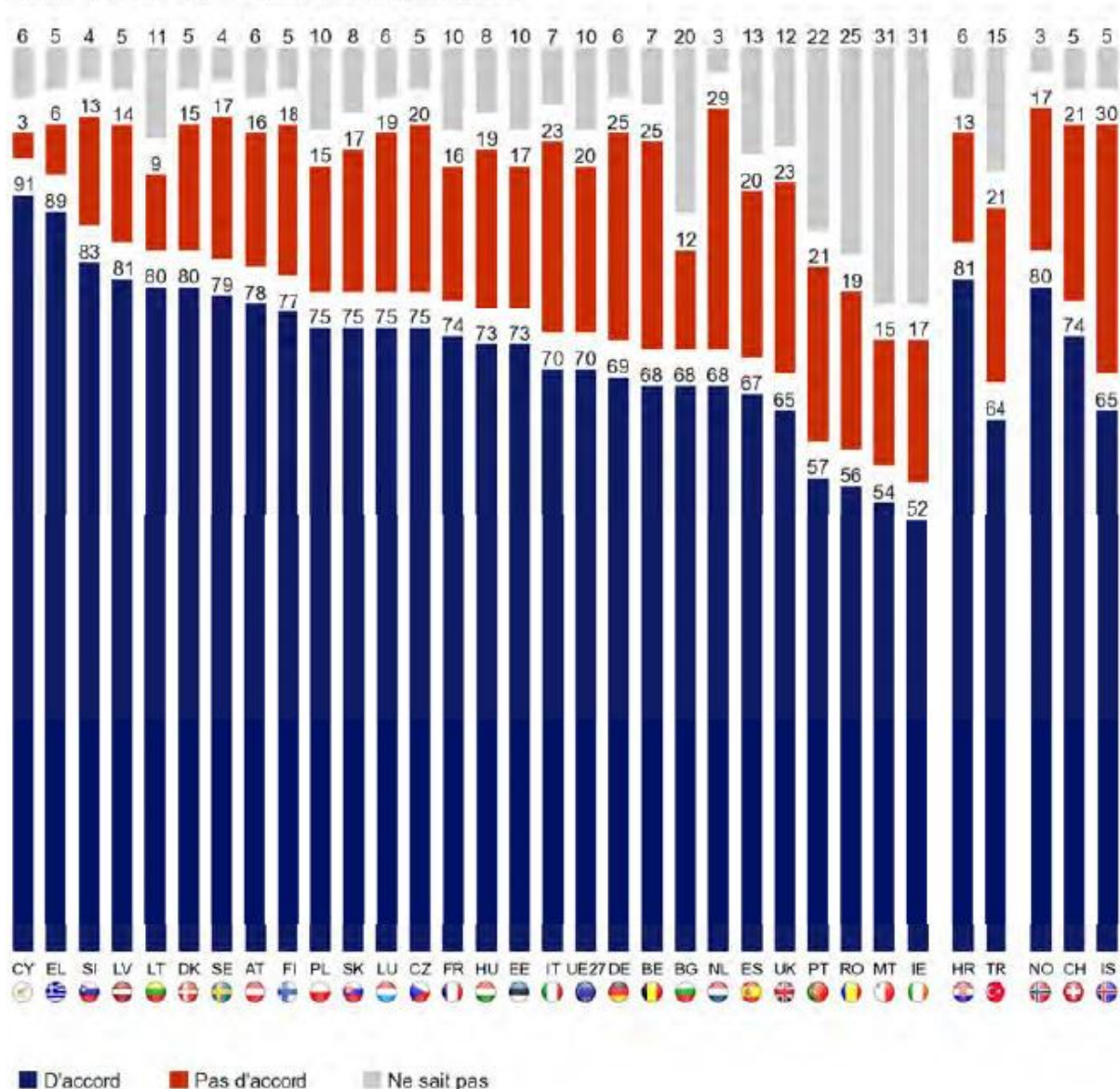


– Large consensus sur le fait que les aliments GM ne sont fondamentalement pas naturels –

Sept Européens sur dix s'accordent à dire que les aliments GM ne sont fondamentalement pas naturels. Un cinquième d'entre eux seulement n'est pas d'accord avec cette affirmation, tandis que le dixième restant n'a pas opinion à ce sujet. Ces résultats soulignent les avis tranchés des Européens en la matière.

QB4a.6. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Les aliments GM ne sont fondamentalement pas naturels



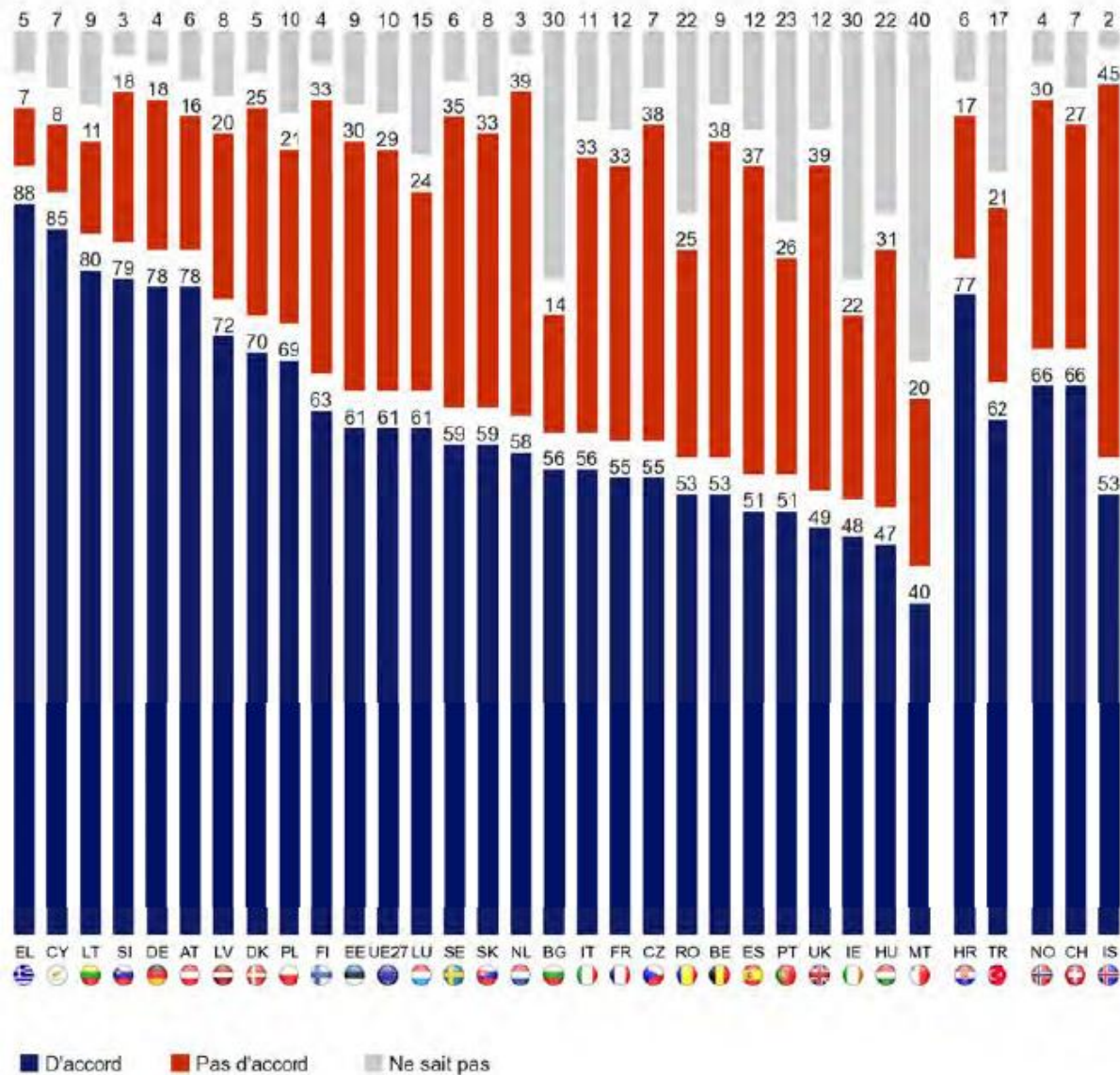
En termes de différences au niveau national, le graphique ci-dessus montre que les taux d'accord les plus élevés se situent à Chypre (91%) et en Grèce (89%), tandis qu'à l'opposé, les répondants en Irlande (52%) et à Malte (54%) sont les moins d'accord. Dans aucun pays les répondants ne sont plus d'un quart à n'être pas d'accord avec cette affirmation.

– Les aliments GM mettent la majorité des Européens mal à l'aise –

Si l'on regarde de plus près les aspects émotionnels liés aux aliments GM, une majorité de 61% des répondants affirme que les aliments GM les mettent mal à l'aise, et 29% seulement soutiennent l'opinion inverse. En ce qui concerne les variations nationales, le graphique ci-dessous montre que les répondants en Grèce (88%), à Chypre (85%) et en Lituanie (80%) sont les plus susceptibles de déclarer que les aliments GM les mettent mal à l'aise. À l'opposé, les taux d'accord sont les plus faibles à Malte (40%), devant la Hongrie (47%), l'Irlande (48%) et le Royaume-Uni (49%). Nous ne constatons dans aucun pays un nombre de répondants qui ne sont pas d'accord supérieur au nombre de répondants d'accord pour dire que les aliments GM les mettent mal à l'aise. L'opinion publique islandaise est la seule à être quelque peu divisée sur le sujet.

QB4a.7. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Les aliments GM vous mettent mal à l'aise



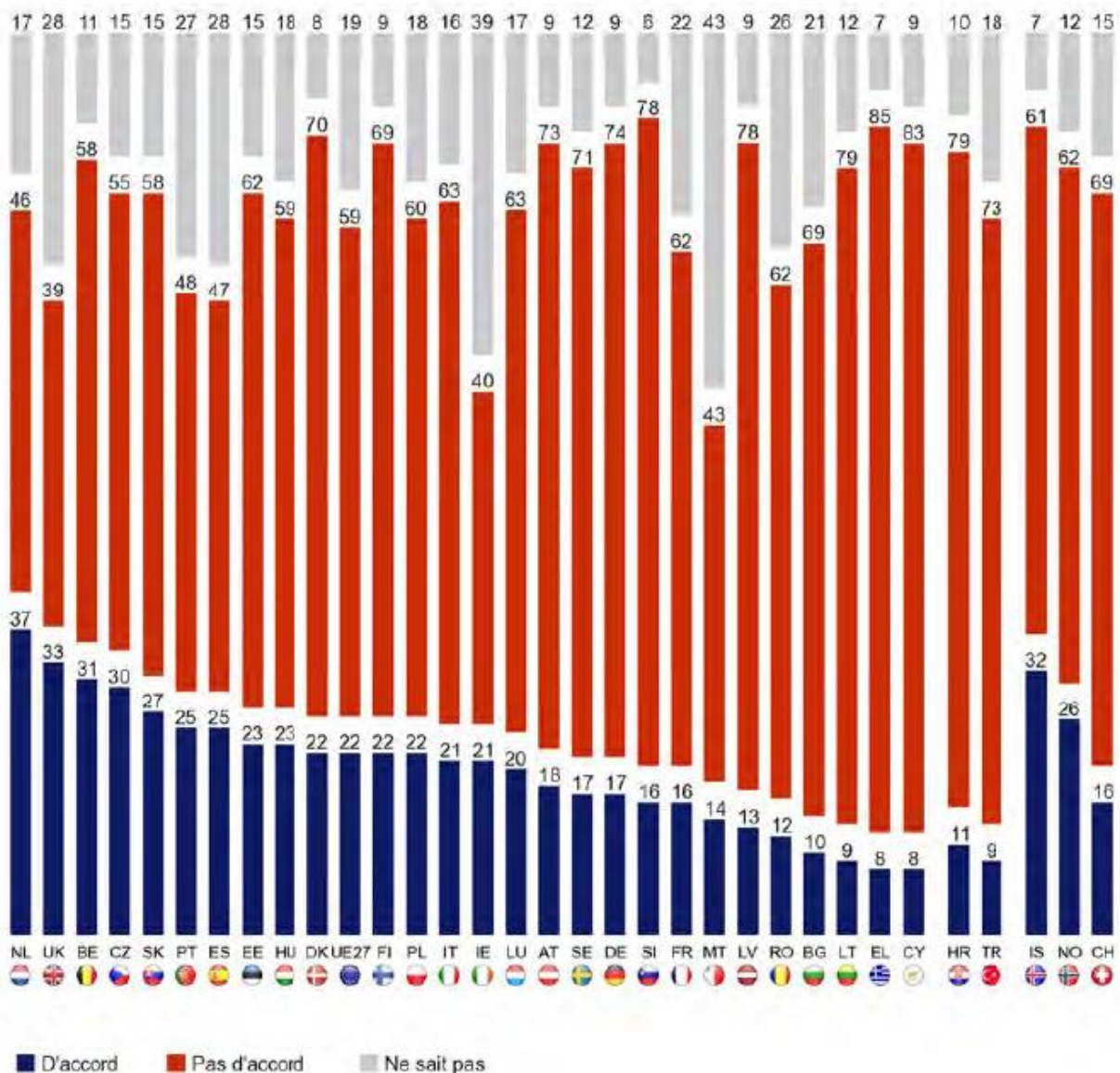
L'examen des données sociodémographiques montre que le sexe influence les opinions puisque 57% des hommes affirment que les aliments GM les mettent mal à l'aise contre 64% des femmes. Les croyances religieuses influencent aussi cette opinion. 63% de ceux qui croient en Dieu sont d'accord avec cette affirmation par rapport à 54% chez les non-croyants. Une fois encore, ceux qui connaissent l'existence des aliments GM sont plus susceptibles d'exprimer une opinion et 64% des répondants de ce groupe se disent d'accord contre 44% seulement de ceux qui n'y n'en ont pas connaissance. À l'opposé, la tranche d'âge des 15-24 ans semble moins préoccupée puisqu'ils ne sont que 48% à marquer leur accord et 39% à affirmer n'être pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle les aliments GM les mettent mal à l'aise.

– La majorité ne pense pas que les aliments GM soient sans danger pour leur santé

La question visant à savoir si les aliments GM sont sans danger pour la santé suscite une réponse négative chez 59% des Européens. Nous constatons toutefois d'importantes différences d'un pays à l'autre. En Grèce (85%) et à Chypre (83%), le public exprime la plus grande préoccupation pour sa sécurité. À l'opposé, ils sont moins de la moitié à exprimer leur préoccupation dans plusieurs pays. Dans aucun pays toutefois, le taux de réponses positives n'est supérieur à celui des réponses négatives.

QB4a.8. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Les aliments GM sont sans dangers pour votre santé et celle de votre famille



Une fois encore, le degré de connaissance joue un rôle important. Les Européens qui ont entendu parler des aliments GM sont plus susceptibles d'exprimer une opinion et 63% des répondants de ce groupe expriment leur préoccupation quant aux risques pour la santé contre 44% seulement de ceux qui n'ont pas entendu parler des aliments GM avant l'étude.

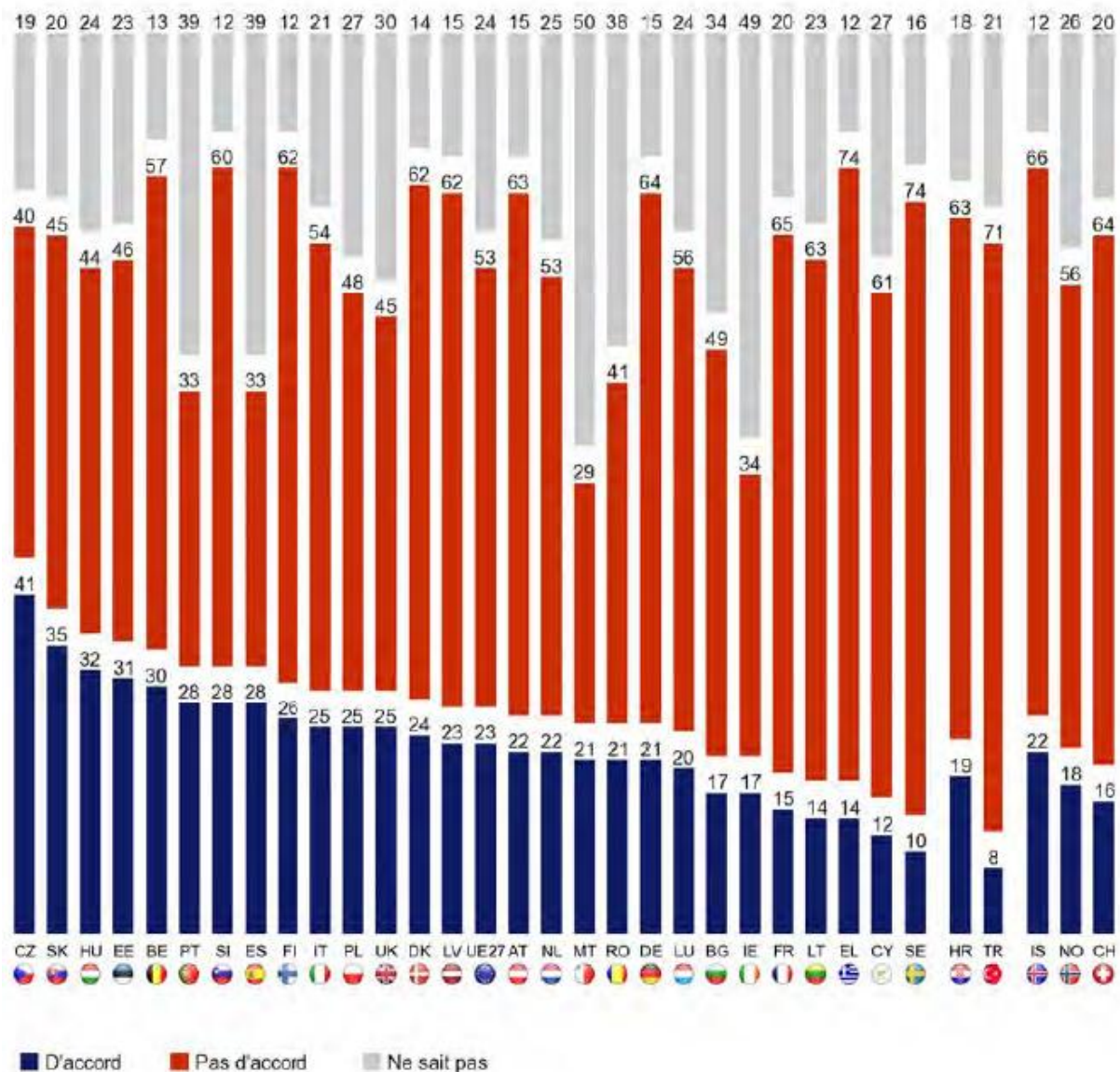
– Moins d'un quart pense que les aliments GM ne sont pas nuisibles pour l'environnement –

Un peu moins d'un quart des répondants européens s'accorde à dire que les aliments GM ne sont pas nuisibles pour l'environnement (23%), tandis qu'il sont 53% à ne pas être d'accord et près d'un quart (24%) à donner la réponse « ne sait pas ». L'examen des différences au niveau national montre que les niveaux d'accord sont faibles dans l'ensemble des pays examinés. La République tchèque (41%) et la Slovaquie (35%), sont les seuls pays où plus d'un tiers des répondants soutient l'affirmation selon laquelle les aliments GM ne sont pas nuisibles pour l'environnement.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les répondants en Grèce, en Suède (74% dans les deux pays) et en Turquie (71%) sont les moins d'accord.

QB4a.9. Pour chacune des propositions suivantes concernant les aliments OGM, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

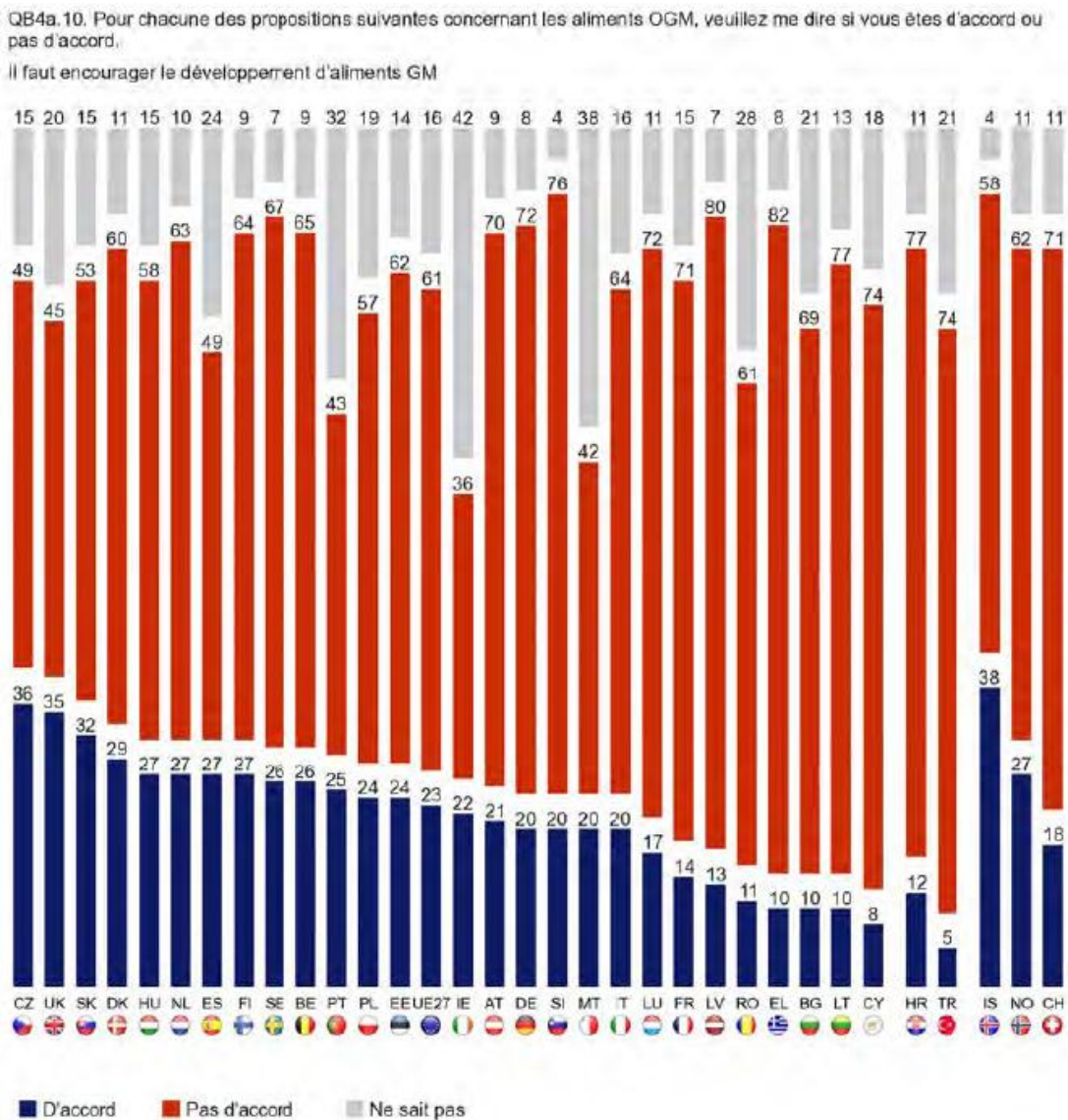
Les aliments GM ne sont pas nuisibles pour l'environnement.



Dans certains pays, l'étude révèle des taux importants d'absence d'opinion. Malte (50%) et l'Irlande (49%) se démarquent tout particulièrement à cet égard. Si à Malte ce phénomène peut s'expliquer par l'absence de notoriété du sujet, il n'en va pas de même en Irlande. Cependant, globalement, l'étude met une fois encore en exergue l'influence de la connaissance des aliments GM sur les attitudes. Les Européens qui n'en ont pas entendu parler sont beaucoup plus susceptibles d'exprimer une préoccupation sur leur impact sur l'environnement que ceux qui n'en ont pas entendu parler (ils sont respectivement 56% et 36% à déclarer ne pas être d'accord avec cette affirmation).

– Globalement, le message est que le développement d'aliments GM ne doit pas être encouragé –

Enfin, pour résumer, il a été demandé aux répondants s'ils pensent que le développement des aliments GM devrait être encouragé. Sans surprise au vu des réserves mises au jour précédemment, une majorité de 61% des répondants ne soutient pas cette opinion contre 23% seulement qui y sont favorables. Nous constatons toutefois quelques différences d'un pays à l'autre. Le graphique ci-dessous montre que les répondants en Grèce (82%), Lettonie (80%), Croatie (77%), Lituanie (77%) et Slovénie (76%) sont les moins d'accord. À l'inverse, nous rencontrons les niveaux d'accord les plus élevés en Islande (38%), en République tchèque (36%) et au Royaume-Uni (35%). En Irlande, l'absence d'opinion domine (42%), et près de quatre personnes interrogées sur dix à Malte (38%) donnent également la réponse « ne sait pas » à cette question.



De façon générale, 64% des Européens ayant entendu parler des aliments GM considèrent que leur développement ne doit pas être encouragé, contre 45% de ceux qui n'en ont pas entendu parler. De plus, 38% de ceux qui ne les connaissent pas sont incapables de dire si le développement des aliments GM devrait être encouragé ou non.

Annexe 2: Exemples de supports bibliographiques



Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la vie
Direction de l'Ecologie et des Milieux Naturels

General Direction of Environment and Quality of Life
Direction of Ecology and Natural Milieu

Centre Urbain Nord Boulevard de la terre - 1080 Tunis
Tél: 70 728 644 / 70 728 455 / 70 728 674 - Fax: 70 728 655
Site Web : www.environnement.gov.tn



République Tunisienne

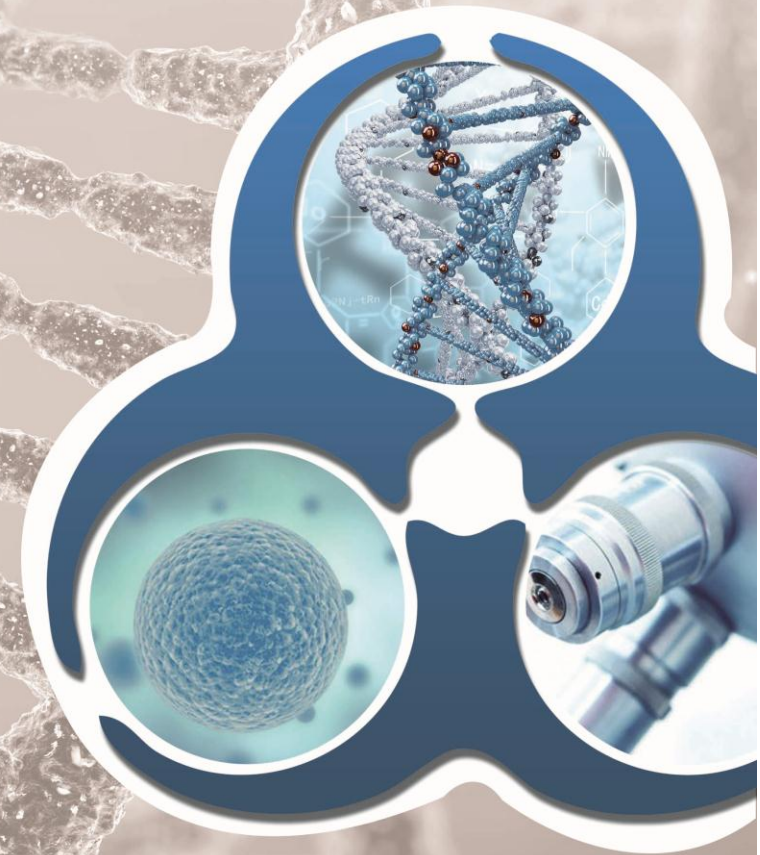


Ministère de l'Environnement
et du Développement Durable



Guide introductif à la biotechnologie, la biosécurité et la détection et quantification des Organismes Génétiquement Modifiés

*Introductory Guide for Biotechnology, Biosafety
and Genetically Modified Organisms detection
and quantification*





Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la vie
 Direction de l'Ecologie et des Milieux Naturels

General Direction of Environment and Quality of Life
 Direction of Ecology and Natural Milieu

Centre Urbain Nord Boulevard de la terre - 1080 Tunis
 Tél: 70 728 644 / 70 728 455 / 70 728 674 - Fax: 70 728 655
 Site Web : www.environnement.gov.tn



République Tunisienne



Ministère de l'Environnement
 et du Développement Durable



Guide technique d'analyse des risques biologiques liés à l'utilisation d'Organismes Naturels et Génétiquement Modifiés

*Technical guide of the biological risk analysis
 related to the use of Natural and Genetically
 Modified Organisms*





Stratégie et Plan d'Action Nationaux sur la Biosécurité:
cas des Organismes Génétiquement Modifiés
الإستراتيجية وبرنامج العمل الوطنيين حول السلامة
الأحيائية : الكائنات المحورة جينيا
*National Strategy and Action Plan on Biosafety:
the case of Genetically Modified Organisms*



Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la vie
Direction de l'Ecologie et des Milieux Naturels
General Direction of Environment and Quality of Life
Direction of Ecology and Natural Milieu
Centre Urbain Nord Boulevard de la terre - 1080 Tunis
Tél: 70 728 644 / 70 728 455 / 70 728 674 - Fax: 70 728 655
Site Web : www.environnement.gov.tn



NATIONAL BIOSAFETY AUTHORITY
STRATEGIC PLAN
2011 - 2015

Biofutur

www.biofutur.com

Biofutur

LE MENSUEL EUROPÉEN DE BIOTECHNOLOGIE

N° 318



Objectif Mars

Comment les sciences de la vie préparent
l'homme aux voyages spatiaux

FÉVRIER 2011

M 01050 - 318 - F: 10,00 €



Mediator - Un Giec pour la biodiversité - En direct des incubateurs -
Aeres - Poissons transgéniques - Miniporcs - CO₂ atmosphérique et
vie marine - Diagnostic prénatal - Vaccination orale antipaludique...

Sous le Patronage de

**Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement
et des Ressources Hydrauliques.**

L'Association Africaine de Microbiologie et d'Hygiène Alimentaire

Organise

un Colloque International:

Les Organismes Génétiquement Modifiés

Risques et enjeux

Les 28 février-1^{er} mars 2003

**Hôtel Abou Nawas
TUNIS**

• **COMITE D'ORGANISATION**

Pr. M. JEMMALI
Pr. K. HANI
Mr. H. OSMAN
Dr B. BOUSSALMI
Faculté de Médecine - Sousse.



• **PROGRAMME**

- **Risques et enjeux**
- **O.G.M. et pesticides**
- **O.G.M. et environnement**
- **O.G.M. et sécurité alimentaire**
- **Situation dans le monde et en Tunisie**
- **Techniques de détection et Méthodes d'évaluation**

*Avec la participation
d'experts tunisiens et étrangers*

• **RENSEIGNEMENTS**

Pr. Mongi JEMMALI ; Pr. Khaled HANI
Tel : (216) 73 21 96 32 - Fax : (216) 73 22 48 99

Faculté de Médecine "Ibn El Jazzar" - Sousse
E-mail : aamha@planet.tn

• **FRAIS D'INSCRIPTION**
100 DT (Adhérents à l'AAMHA)
150 DT

Ce tarif inclut documentation,
deux pauses-café, un déjeuner.



Plan d'actions pour le développement
de la biotechnologie et de la biosécurité
dans l'espace CEDEAO

2007 - 2012

PROTOCOLE DE
CARTAGENA SUR
LA PRÉVENTION
DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES
RELATIF À LA
CONVENTION SUR
LA DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE

TEXTE ET ANNEXES



C O D E X A L I M E N T A R I U S



Troisième édition

COMPRENDRE LE CODEX ALIMENTARIUS



Organisation
mondiale de la santé



Organisation des
Nations Unies pour
l'alimentation et
l'agriculture



*Semences paysannes
en Méditerranée*



Sauvegarder les bases de la
souveraineté alimentaire

Compte rendu des Rencontres méditerranéennes
sur les semences paysannes

BEDE



Djerba, Tunisie, novembre 2006



DOSSIER FAO
SUR LA BIOSÉCURITÉ



Étude exploratoire sur la présence des OGM dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale en Tunisie



Janvier 2007

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



**LES BIOTECHNOLOGIES
AGRICOLES**

Une réponse aux besoins des plus démunis?





Consumer Perceptions of Food Technology Survey

May 2014

IFIC
International
Food
Information
Council



Atelier international de formation

**« Les OGM en question : est-il temps
d'ouvrir un débat public ? »**

Tunisie, Jerba, du 24 au 27 octobre 2002



RAPPORT DE SYNTHÈSE

ADD

Association de Développement Durable

BP 508 Médenine 4100 Tunisie

Tel / Fax : 216 75 64 24 83

E-Mail : add_asso_tn@hotmail.com

BEDE

Bibliothèque d'Echanges de Documentation et d'Expériences

47 place du Millénaire

34000 Montpellier

Tel/Fax : 04.67.65.45.12

E-Mail : bede@globenet.org



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE**

Direction des Parcs Nationaux

CADRE NATIONAL DE BIOSECURITE

Mars 2005

Deni de responsabilite

L'information contenue dans ce document est fournie par Direction des Parcs Nationaux du Senegal, Senegal et les points de vue presentes sont ceux de la Direction des Parcs Nationaux du Senegal. Le PNUE n'est pas responsable des informations fournies dans ce document. Le PNUE ne donne aucune garantie de sorte, exprimee ou sous-entendue, incluant mais non limite aux garanties d'exactitude, de fiabilite, de perfection ou au contenu d'une telle information dans ce document. En aucune circonstance, le PNUE ne sera responsable d'aucun dommage ou n'endossera aucune responsabilite ou depense encourue ou subie resultant de l'utilisation ou de la confiance placee en l'information contenue dans ce document, incluant mais non limite a n'importe quelle faute, erreur, confusion, omission ou default. En aucune circonstance le PNUE ne sera responsable de dommages directs, indirects, fortuits, specials, punitifs ou consequents.